

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016

**ACCEPTESS-T**

*Actions Concrètes Conciliants Education, Prévention, Travail, Equité, Santé, Sport pour les Transgenres.*

## LE MOT DU PRÉSIDENT

L’année 2016 a été pour notre association une véritable période charnière : elle a vu nos activités se développer durablement dans le cadre de ce nouveau local de 120 m<sup>2</sup> au cœur d’un quartier populaire et cosmopolite du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Sous la direction de Giovana Rincón, l’équipe a pu véritablement déployer le savoir et les compétences communautaires construites depuis sept ans, d’abord dans ce petit local des origines à la rue Championnet, et depuis décembre 2015, dans cet espace à la mesure de nos ambitions, et évidemment aussi, à la mesure des besoins d’une diversité toujours plus grande de personnes transgenres d’ici et d’ailleurs.

D’ailleurs ! Et je dois dire d’emblée que c’est une chance que d’avoir partagé ce nouveau local avec l’Association pour la Reconnaissance des Droits des personnes Homosexuelles et transsexuelles à l’Immigration et au Séjour (ARDHIS). D’ailleurs encore, car la file active de l’association, toujours en augmentation en 2016, continue à exprimer ici même et au quotidien toute l’urgence qui est celle des personnes transgenres migrantes, le plus souvent accentuée par le travail du sexe dont les conditions en France ne se sont pas améliorées, loin s’en faut ; urgence aggravée encore par le diagnostic du VIH et les difficultés d’une prise en charge adaptée, urgence à laquelle nous avons continué à faire face grâce à un travail collectif sans relâche visant à faciliter en les accompagnant l’entrée et le maintien dans un parcours de soins sur le long terme que l’efficacité des traitements autorise enfin à envisager. D’ailleurs donc, les personnes transgenres migrantes primo-arrivantes accueillies dans ce nouveau local sont en forte augmentation en 2016, et avec elles, une demande croissante d’information, de soutien, d’orientation, d’accompagnement et de prise en charge. Avec elles aussi, l’opportunité de transmettre directement au moment de l’arrivée en France les bénéfices récents de l’offre en prévention diversifiée et en santé sexuelle : Dépistage rapide, Traitement Post-Exposition, Traitement comme Prévention, Prophylaxie Pré-Exposition, et tout ce que le système de santé publique de ce pays peut offrir en matière de santé trans : une offre globale que nous avons continué avec la plus grande détermination à traduire, à adapter, à partager et à renforcer. Nos partenaires financiers ne s’y sont pas trompés en nous renouvelant leur confiance cette année encore, et nous avons continué grâce à leur soutien à consolider nos liens avec nos collaborateurs de longue date, comme le SMIT et de le CeGIDD de l’Hôpital Bichat, exemplaires dans leur prise en compte respectueuses des réalités complexes dont les personnes transgenres font encore et toujours l’expérience en matière de santé et, plus particulièrement, d’accès aux soins. Exemplaires également dans le sérieux accordé par ces professionnels de l’hôpital ou d’ailleurs à la formulation de nos besoins les plus urgents par notre équipe, et à travers elle, par l’ensemble de nos adhérentEs et de nos bénéficiaires.

Tout au long de l’année qui vient de s’écouler, nos permanences d’accueil au local et en milieu hospitalier se sont donc professionnalisées, notamment sous l’impulsion du projet soutenu par l’Agence Régionale de Santé d’Ile-de-France pour le Renforcement des parcours de santé des personnes transgenres et de leurs partenaires. Je tiens à remercier ici solennellement nos partenaires de l’ARS, ainsi que les chargéEs de mission de Sidaction, pour leur écoute et leur disponibilité dans le montage des dossiers de subvention, et bien sûr, pour l’intérêt qu’elles ont porté et qu’elles continuent à porter à notre travail auprès des personnes transgenres les plus exposées et les plus fragiles face au VIH.

Il faut cependant le souligner cette année encore : tout ce qui s’est fait jusqu’à présent à Acceptess-T, ce déploiement incroyable d’énergie et cette mobilisation quotidienne sont très fragiles et méritent plus que jamais qu’on en prenne soin. Les moyens financiers qui nous sont alloués restent encore très limités en comparaison de l’impact et des enjeux de nos actions, et surtout au regard de la formidable détermination

## ACCEPTESS-T – Rapport d’activité 2016

de l’équipe de salariées et de nos engagements à tous et à toutes, le plus souvent bénévoles. L’urgence collective face à l’épidémie, et simultanément, face aux violences transphobes, continue à s’imposer aux personnes transgenres à Paris dont certaines, proches ou lointaines de l’association nous ont encore quitté en 2016. Nous ne les oublions pas !

La vulnérabilité de celles qui d’entre nous vivent au jour le jour à l’intersection de discriminations multiples, sexisme, racisme, homophobie, putophobie, sérophobie, transphobie est toujours là, et elle nous affecte tous et toutes. De nombreuses personnes transgenres primo-arrivantes ou contraintes à la mobilité, voire à la clandestinité, restent encore trop souvent sans contact aucun avec les services médico-sociaux. Nous en faisons le constat en 2015 : la grande précarité et le mal-être psychologique associé qui marque ces parcours doivent continuer à être considérés comme déterminants dans les difficultés sociales rencontrées jusque dans l’organisation de l’agenda médical qui reste l’une des priorités dans le développement du suivi des bénéficiaires. En 2016, notre action a donc surtout consisté à structurer un véritable projet global autour de la santé sexuelle, de manière à la fois communautaire, et en étroite collaboration intercommunautaire, notamment par notre proximité avec l’ARDHIS. Au quotidien, cet effort a permis de recueillir des données et des indicateurs pour obtenir un état des lieux plus fidèle encore à la réalité des besoins des personnes que nous accueillons, tout en mesurant mieux l’impact de nos actions. Bien entendu, il faut aller encore plus loin. En 2016, notre intervention sur le terrain a continué à se construire au plus près des préoccupations des personnes transgenres migrantes précarisées par la loi dite « de lutte contre le système prostitutionnel » votée le 13 avril : nous avons donc été d’emblée aux premières loges pour constater les effets délétères du tout répressif sur la santé de l’une des population-clefs de la lutte contre VIH, simultanément exposée aux risques et précarisée dans les réponses individuelles et collectives à apporter à l’épidémie. Un tel paradoxe dans les politiques publiques, nous l’avons dénoncé avec force, et nous continueront à le faire au nom de la santé publique et pour en finir véritablement avec le sida.

C’est aussi pour cette raison que nous avons continué à insister tout au long de l’année 2016 sur cette priorité qu’est pour nous la lutte contre toute forme de discriminations et contre la transphobie. Il aura fallu attendre janvier 2017 pour voir enfin consacrée l’identité de genre par le Conseil Constitutionnel. Et ce n’est qu’un début tant il apparait clairement au travers de nos actions à Acceptess-T que le fruit de notre intense mobilisation d’hier pour le droit des personnes transgenres ouvre aujourd’hui sur l’immense chantier de son application réelle dans notre vie de tous les jours.

Encore une fois, ce local qui abrite nos initiatives aura permis en 2016 de trouver l’écoute, le soutien, la solidarité et la force, notre force, dont je disais l’an passé qu’elle est aussi cette unité dans nos multiples réalités, et dont je peux dire un an plus tard qu’elle l’est aussi dans le partage de nos multiples vulnérabilités comme de nos multiples désirs. Désirs d’être ensemble, des femmes et des hommes transgenres d’ici et d’ailleurs, jeunes et moins jeunes, à toutes les étapes de la transition qui nous expose et demande à la fois justesse et souci de nous-mêmes. Là encore, l’aventure collective d’Acceptess-T en 2016 est celle d’un formidable partage interculturel autour de multiples ateliers dans ce nouveau local pour et par les personnes transgenres à Paris : du chant, de la peinture, du yoga et, encore et toujours, la piscine et le sport comme une reconquête du bien-être et du vivre ensemble. Le soutien indéfectible de Sidaction à nos projets doit d’ailleurs être ici salué à nouveau, car c’est l’impact de nos actions sur la qualité de vie et la qualité de soin qui a d’abord et avant tout été valorisé aux origines de notre association. C’est en développant d’emblée des Actions Concrètes Conciliant Education, Prévention, Travail, Equité, Santé et Sport pour les Transgenres, ce que recouvre le sigle même d’Acceptess-T, que nous avons réussi à créer cet espace de lutte simultanée contre le VIH et contre la transphobie, devenu en un an notre espace de travail et de loisirs, de soutien et d’initiatives, l’espace aussi de notre plaidoyer, un espace de vie pour chacunE d’entre nous.

Timéo ALLALOU, Président  
Le 17 Juin 2017, Paris.

## PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

### DÉNOMINATION

*ACTIONS CONCRETES CONCILIANT : EDUCATION, PREVENTION, TRAVAIL, EQUITE, SANTE ET SPORT POUR LES TRANSGENRES*

### RENSEIGNEMENT D'ORDRE JURIDIQUE

*L'association ACCEPTESS-T a été déclarée en préfecture le 09/07/2010 (Parution dans le journal officiel le 24/07/2010). Une modification de ses statuts est intervenue en juin 2016.*

*Siège social: 39 bis boulevard Barbès 75018 PARIS dans un local dont le loyer est pris en charge par Sidaction en 2012.*

### OBJET DE L'ASSOCIATION

*Lutter contre toute forme d'exclusion, de discrimination, de toute nature (abus, violences, maltraitances), liée à l'identité de genre, à l'encontre des personnes transgenres et/ou se revendiquant comme telle. Diffuser et débattre autour des informations ayant un rapport direct, indirect, induit ou sans rapport avec les questions liées à la transidentité, et créer un lieu d'accueil, de convivialité et de services afin de constituer un pont culturel qui favorise la reconnaissance, la visibilité et la détermination des personnes transgenres au sein de la société et plus largement pour les droits humains et libertés fondamentales de toutes et tous.*

*Développer des actions de prévention des IST (VIH, Hépatites) par l'animation d'ateliers d'information "pair à pair" de façon autonome ou avec l'aide d'institutions ou d'autres associations concernées. Faciliter l'accès au système socio-sanitaire pour les personnes transgenres en situation ou non de prostitution, admises ou non au séjour. Leur favoriser l'accès à l'information, la formation, l'emploi, l'accès aux services publics et à la culture.*

*Promouvoir les activités physiques, sportives, culturelles afin d'entretenir et d'améliorer la santé, l'estime de soi des personnes transgenres (atteintes ou non de pathologies chroniques évolutives) ; et ce par l'intermédiaire – notamment, mais pas exclusivement, du Paris TSG (groupe de sport formé par des membres d'ACCEPTESS-T), et d'événements organisés tout au long de l'année, en France comme à l'étranger.*

*Alinéa 2 : L'association ACCEPTESS-T se réserve le droit d'ester en justice et de pouvoir se constituer partie civile au pénal.*

## ACTIONS DE L'ASSOCIATION

### Accueil/Écoute :

Notre association accueille, écoute, oriente et accompagne les personnes, qu'elles soient transgenres ou cisgenres (les personnes cisgenres sont celles qui s'identifient complètement avec leur sexe de naissance), hommes ou femmes, migrantes ou non, pour certaines travailleuses du sexe (femmes trans pour la plupart). Notre accueil est continu au sein de notre local, quotidien du lundi au jeudi, avec ou sans rendez-vous (notamment dans les situations d'urgence ou de détresse). En outre, un accueil téléphonique est également proposé.

### Information /Prévention /Dépistage :

Nous réalisons un travail continu d'information et de sensibilisation sur les questions de santé sexuelle, et sur les problématiques globales de santé : accès aux soins, prises en charge, bien être, comportements préventifs. Nous assurons également une distribution quotidienne de préservatifs, de gel et d'une large gamme de documentation de prévention. L'une de nos actions-phares est la promotion du dépistage diversifié, notamment pour le VIH et les IST, et au travers d'une permanence TRODs (Tests Rapides d'Orientation Diagnostique du VIH) mensuelle dans notre local. En complément, nous réalisons aussi régulièrement l'accompagnement physique des bénéficiaires vers les Centre Gratuits d'Information, de Dépistage et de Diagnostic des infections par le VIH, les hépatites virale et les IST (CeGIDD), ou encore vers nos partenaires habilités pour la réalisation de TRODs. Tout au long de l'année, nous effectuons de nombreux accompagnements ayant pour objectif premier l'entrée dans un parcours de soin, notamment pour les personnes venant de découvrir leur séropositivité.

Enfin, nous développons une approche fondée sur l'autosupport entre personnes transgenres au quotidien, à partir notamment d'outils collectifs en promotion de la santé médiatisée par les réseaux sociaux (sites, blogs, twitter, Facebook) que nous animons quotidiennement.

### Suivis socio-sanitaires :

L'assistante sociale de notre association, secondée par d'autres intervenants sociaux (des médiatrices culturelles et en santé publique, des bénévoles pairs à pairs) assure un suivi de nature professionnelle à l'attention de nos bénéficiaires, dans la réalisation de leur projet personnalisé. Ils assurent en outre le maintien dans les soins, l'orientation vers les services les plus adaptés en vue de l'ouverture des droits et un soutien continu dans la définition de projets de vie (y compris sur le plan de l'évolution professionnelle dans le **cas des alternatives au travail du sexe**).

### Promotion de la qualité de vie :

Cet axe comprend trois volets :

- Des séances d'activités physiques adaptées deux fois par semaine, mises en œuvre en partenariat avec l'association VIACTI<sup>1</sup>.
- Soutien psychologique pour les femmes trans séropositives au VIH ou co-infectées par d'autres pathologies (IST, VHB, VHC, tuberculose, comorbidités, etc.), se trouvant en situation de forte détresse émotionnelle. Counselings relatifs à la santé sexuelle et à la vie affective des couples

---

<sup>1</sup> L'association VIACTI se consacre à la promotion des Activités Physiques Adaptées

sérodifférents, incluant notamment les partenaires de personnes transgenres, basés sur une approche de sensibilisation et d'information thérapeutique du patient.

- Facilitation et renforcement de l'adhésion et du maintien dans le parcours de santé des Femmes Transgenres Vivant avec le VIH (FTVVIH), à travers les actions globales de médiation, d'aide à l'organisation des agendas médicaux, d'accompagnement physique et d'interprétariat.

### **Accompagnements physiques/Médiation sanitaire :**

Nous apportons un premier soutien d'ordre psychologique et ethno-identitaire, basé sur la connaissance « pairs à pairs » de notre public (origine géographique, interprétariat et traduction, parcours sociaux et identité de genre partagés), aux personnes transgenres souhaitant se faire dépister pour le VIH, les IST et les hépatites. Ensuite, à travers l'accompagnement physique, la médiation et l'interprétariat, nous leur favorisons l'acquisition des droits fondamentaux sans la peur des discriminations. Cette intervention nous permet de veiller aux erreurs des procédures administratives. Au passage, nous nous efforçons de prévenir et de sensibiliser les différents acteurs du domaine médicosocial, hospitalier et les services publics, aux réalités et difficultés qui font discordance entre le genre social et les documents d'identité des personnes trans, ainsi qu'à leurs spécificités sociodémographiques et comportementales.

### **Sensibilisation des institutions à la Transidentité et aux questions qui y sont liées :**

Nous sommes régulièrement amenées à intervenir dans les écoles de travail social (IRTS Paris Parmentier, par exemple) et nous accueillons aussi régulièrement des d'élèves au local. Nous participons et organisons de nombreuses manifestations en faveur de la lutte contre le VIH, pour la défense des droits des personnes transgenres et des travailleuses du sexe. Par ailleurs, nous sommes continuellement invitées à des rencontres avec les équipes des hôpitaux et établissements médico-sociaux (une convention avec l'hôpital Bichat a été signée en 2013). Enfin, nous participons à différentes études et recherches sur la transidentité (par exemple : travail en sociologie menée par Françoise Gil, sociologue indépendante, avec pour thème les discriminations affectant les femmes transgenres migrantes, thèses d'exercice en médecine sous la direction du Dr Jean-Pierre Aubert, étude Mathis menée par le Dr Jean-David Pommier, hôpital Bichat).

### **Soutien et accompagnement des personnes Transgenres incarcérées :**

Nous intervenons à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis une fois par semaine dans le but d'entretenir des liens avec les personnes transgenres détenues, de leur apporter un soutien psychologique et identitaire, notamment à travers d'échanges réguliers de courriers et de communications téléphoniques. Nous les aidons aussi à la création de projets pour la préparation de leur sortie, en collaboration avec le service SPIP et les assistantes sociales de l'administration pénitentiaire.

### **Promotion de l'activité physique adaptée, comme un outil de lutte contre les discriminations :**

Depuis la création et le dépôt de ses statuts, Acceptess-T a décidé de promouvoir l'activité physique, en réaffirmant la dimension interculturelle de celle-ci. Il s'agit avant tout de favoriser une ouverture aux autres tout en améliorant et en préservant la santé des personnes transgenres. L'objectif global de cette activité est de lutter contre tous les stéréotypes, toute forme de discriminations, comme le sexisme, le racisme et la transphobie. On cherche ici à renforcer la visibilité et à réclamer à travers les échanges sportifs l'égalité des chances pour les personnes transgenres et leur droit à la citoyenneté. C'est ainsi qu'est né en juin 2014 le PARIS TSG (Groupe Sportif Transgenre Parisien) qui a permis de promouvoir l'ambitieuse formation d'une équipe de volley (tous niveaux), d'inscrire des activités comme la natation dans la durée, et d'organiser depuis déjà plusieurs années des rencontres sportives riches en émotions.

## L'ÉQUIPE

Le fonctionnement de l'association ACCEPTESS-T est fixé par les statuts qui prévoient la composition et le pouvoir de ses instances.

Parmi celles-ci :

- **Assemblée Générale** : qui est l'organe souverain de l'association et contrôle son fonctionnement
- **Le Conseil d'Administration** : qui gère l'association, prépare les travaux de l'assemblée générale et applique les décisions
- **Le Bureau** : qui prépare le Conseil d'Administration. Il est composé par une Président-e (responsable légale de l'association), d'un-e Vice-Présidente, un-e secrétaire (chargée de la correspondance de l'association) et une Trésorière-e (chargée de la gestion financière).
- **La Direction** : chargée de la gestion de l'équipe salariée et en étroite collaboration avec le bureau. Responsable de la mise en place des projets du Bureau, et interlocuteur avec les différentes partenaires, institutions et bailleurs de fonds.
- **Le conseil des bénéficiaires** : qui représente les personnes bénéficiaires de nos actions lors de la prise de décisions sur des thématiques spécifiques dans nos projets.

## FINANCEMENTS

Sidaction a été le principal partenaire financier de notre association en 2016.

Cette année, pour la deuxième année, nous avons obtenu une subvention publique provenant de l'Agence Régionale de Santé Ile De France. Egalement nous avons reçu le soutien financier de Solidarité Sida et divers dons privés. La montant total des subventions obtenues cette année est de **148,098 euros**.

### Sidaction :

- **Projet Qualité Vie Qualité de Soins**, pour les personnes Trans vivant avec le VIH, permettant de salarier à mi-temps une médiatrice en santé, chargée de la coordination de ce projet et 3400 euros destinés à payer l'évaluation du projet. Ainsi que le financement de l'intervention d'un psychologue et le maître-nageur en charge des activités d'aquagym.
- **Projet d'accompagnement social global (Associatif)**, permet de participer à hauteur de 14 400 euros aux frais du loyer du local, et de salarier à mi-temps une intervenante sociale, chargée de l'insertion sociale.

### Agence Régionale de Sante IDF :

- **Renforcement des parcours de santé**, qui permet le paiement d'un salaire a mi-temps pour une médiatrice en santé, 10 000 euros pour la participation au loyer de notre local ainsi que 10 000 euros affectés aux frais de gestion.

## Solidarité Sida :

- Le soutien financier Solidarité Sida de 9500 euros en 2016 nous a permis d'apporter une aide directe aux personnes transgenres vivant avec le VIH dans les situations les plus urgentes et les plus problématiques : celles ne remplissant pas encore les critères nécessaires pour bénéficier des aides de droit commun ; celles se trouvant en situation de grande précarité ou face à une interruption de leurs droits ; celles cumulant des facteurs de vulnérabilité et qui sont les plus exposées au risque de contamination.

## L'Etat :

- Le financement de l'Etat nous a permis **de salarier sous Contrats Aidés deux personnes** à plein temps, dont une assistante sociale et une médiatrice en santé, ainsi qu'un intervenant/médiateur social à mi-temps.

## Les donateurs :

- **Fondation Inkerman** : géré par la Fondation de France, nous a renouvelé son soutien financier à hauteur de 20 000 euros. Ceci nous a permis de pouvoir couvrir les frais pour le payement du loyer de notre local, ainsi que pour le payement du complément des salaires pour les personnes embauchées sous contrat Aidé.
- **Don privé : Anne Lacoste**
- **Fondation L'Oréal** 2 000 euros

## Prix Associatif France Sidaction remis à Acceptess-T :

- Sidaction a en effet choisi de récompenser le travail considérable que réalise l'association depuis sa création en 2010 à Paris auprès des personnes transgenres vivant avec le VIH ou extrêmement exposées au risque de contamination. Acceptess-T, qui « œuvre sur l'information et les droits sociaux en visant l'autonomie et la confiance des personnes transgenres », propose un accompagnement complet correspondant à la diversité des publics. L'un de ses projets les plus originaux consiste par exemple en une activité d'aquagym réservée aux personnes trans.

## FILE ACTIVE 2016

En 2016, 713 personnes ont été suivies et bénéficiaires des différents programmes de l'association. **Cette année nous avons reçu 132 primo arrivants, ce qui a fait augmenter significativement notre file active : +19%**. Ceci est dû au fait que notre projet s'est bien structuré et répond à une offre globale entre dépistage communautaire, médiation et interprétariat ainsi que dans l'accompagnement social pour les personnes trans les plus précaires à Paris. A ce stade, Acceptess-T est reconnue comme une référence systématique dans les communautés trans, les associations trans et les institutions.

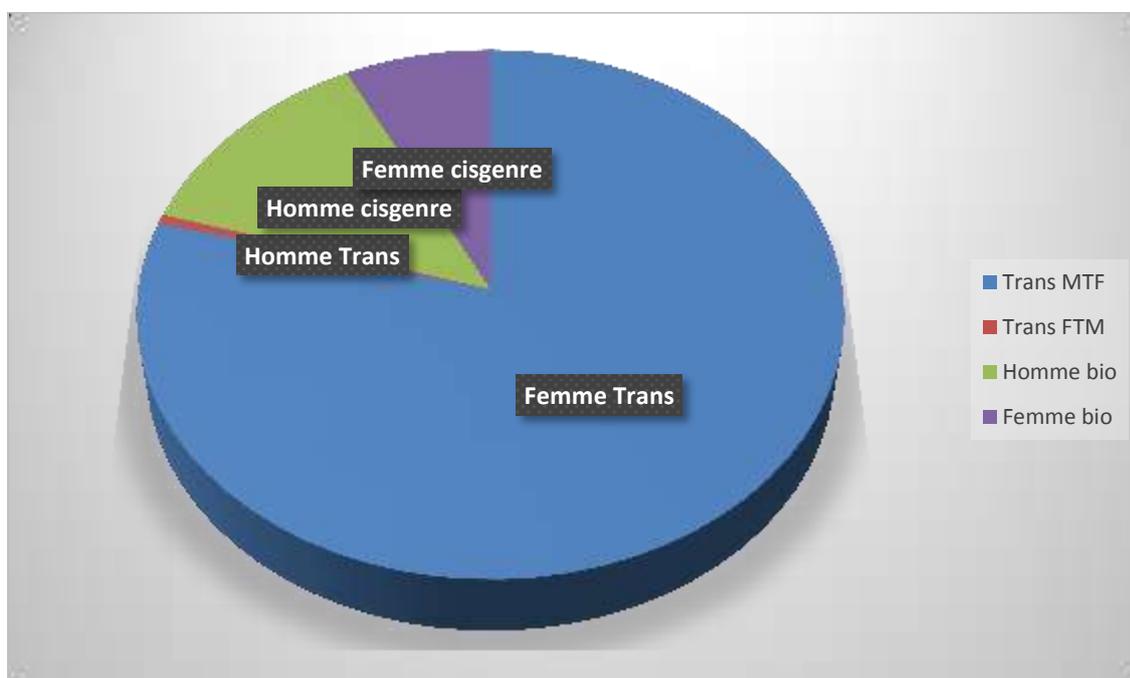
La file active est toujours composée en grande majorité de Femmes Transgenres séropositives au VIH, femmes âgées entre 20 et 70 ans, à différentes étapes de transition, et de différentes nationalités.

## RÉPARTITION PAR GENRES

ACCEPTESS-T accueille une majorité de femmes transgenres (MTF) qui **représentent 74 %** de la file active.

**Néanmoins, 26% de la fille active** se compose de personnes non transgenres, des personnes migrantes ou non, mais en précarité.

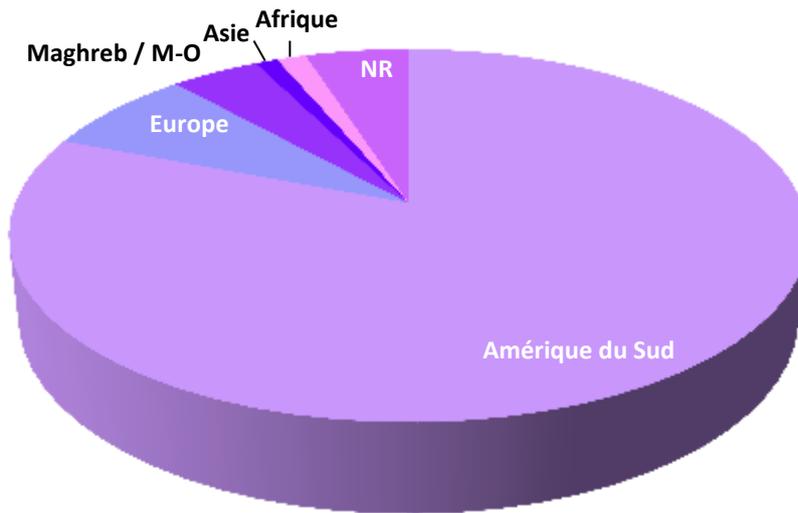
Femmes Trans	Hommes Trans	Homme cisgenres	Femme cisgenres	Total
517	14	127	55	713



## RÉPARTITION DE LA FILE ACTIVE TRANS PAR ORIGINE

La majorité des trans accueilli-e-s par ACCEPTESS-T sont d’origine sud-américaine (86% de la file active), avec une surabondance de péruvien-ne-s (42% de la file active), de brésilien-ne-s (25%) et d’équatorien-ne-s (12%).

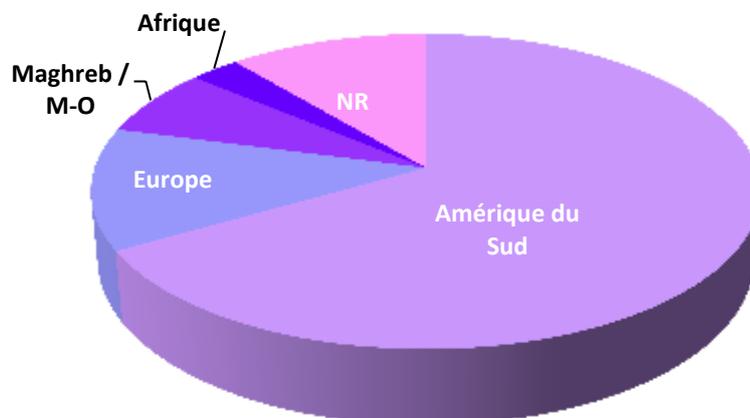
Amérique du Sud	Europe	Maghreb/ Moyen-Orient	Asie	Afrique subsaharienne	Total
459	25	27	5	15	531



**RÉPARTITION DE LA FILE ACTIVE CISGENRE PAR ORIGINE**

La majorité des hommes et femmes cisgenres sont d’origine sud-américaine, avec une surabondance des HSH travailleurs de sexe de nationalité brésilienne, colombienne et vénézuélienne.

Amérique du Sud	Europe	Maghreb/ Moyen-Orient	Afrique subsaharienne	Total
156	11	7	8	182



## RÉPARTITION PAR ÂGE

### RÉPARTITION DE LA FILE ACTIVE TRANS PAR ÂGE

La moyenne d'âge de la file active trans accueillie par ACCEPTESS-T est de 40 ans.

18-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	+ 60 ans	Total
125	216	120	55	15	531

### RÉPARTITION DE LA FILE ACTIVE CIS PAR ÂGE

La moyenne d'âge de la file active des personnes cisgenres accueillie par ACCEPTESS-T est de 40 ans.

18-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	+ 60 ans	Total
41	106	28	5	2	182

## ÉDUCATION A LA SANTE ET PROMOTION DE LA SANTE SEXUELLE



### ***Renforcement des parcours de santé des personnes transgenres et de leurs partenaires confrontés au VIH-sida et aux IST***

Depuis 2015, les rapports d'activités de l'association insistent sur la forte imbrication de ce projet, soutenu par l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France, aux différents plans locaux de lutte contre le VIH. En particulier, il intègre les recommandations du rapport Morlat (CNS/ANRS) sur la prise en charge médicale des personnes vivant avec le VIH, actualisé en 2015 sur la prophylaxie pré-exposition. Il continue à s'inscrire dans le Plan National de Lutte contre le VIH-Sida et les IST 2010-2014, ainsi que dans le plan régional de santé de l'ARS 2011-2016. Enfin, Il s'appuie aussi sur les dernières recommandations du rapport « Vers Paris Sans Sida » (01/02/16) commandité par la Ville de Paris, en particulier celles concernant les personnes transgenres (p. 37) élaborées en collaboration avec Acceptess-T. Outre l'objectif global inscrit dans le titre du projet, l'association est signataire d'une convention avec l'ARS IDF depuis 2015. Plus spécifiquement, il s'agit de renforcer une culture de promotion de la santé par le soutien individualisé et la dynamique de groupe de personnes transgenres, de leurs partenaires, et de leur entourage (HSH) confrontés au VIH-sida et aux IST. Il est prévu dans ce cadre que l'association assure plusieurs permanences hebdomadaires dans ses locaux et au CHU Bichat (SMIT et CeGIDD), notamment pour la réalisation de TRODs et pour le repérage, l'inclusion et l'accompagnement continu à la PreP. En résumé, Acceptess-T s'engage donc chaque année à renforcer ses actions de prévention

combinée, d’accompagnement et de médiation de santé, ainsi qu’à développer le counseling VIH/IST/Hépatites, en santé sexuelle et en santé trans, y compris auprès de leurs partenaires, conjoints et clients.

### **Mise en œuvre et bilan global de l’action**

Depuis 2015, et tout au long de l’année 2016, l’installation de l’association dans un nouveau local de 120m<sup>2</sup> a permis une meilleure gestion de l’imbrication des différents volets de l’action, en particulier l’agencement des différents services internes, la restitution auprès des partenaires médicosociaux, tout en rendant plus sensible encore le besoin de coordination et de moyens pour l’avenir (coordination et formation en counseling pour la médiation en santé sexuelle).

L’action a surtout consisté en 2016 à structurer l’offre de médiation en santé au bénéfice des personnes transgenres, déjà existante, en inscrivant dans la durée une permanence hebdomadaire d’accueil, de diagnostic, de coordination et d’orientation vers les services internes de l’association et/ou vers les services médicosociaux partenaires externes. Il s’est agi avant tout de mieux identifier les obstacles les plus courants au renforcement des parcours de santé des personnes transgenres confrontées au VIH/IST. La permanence du lundi a été mise en place pour établir un bilan partagé avec les bénéficiaires sur la base d’un **counseling** : elle a servi dans chaque cas à analyser les données, à transmettre les informations d’éducation à la santé, et aussi à présenter les ressources internes et externes de santé afin d’assurer au mieux, dans un second temps, le travail de médiation.

Le constat global après une année de permanences hebdomadaires pour l’accueil et l’orientation des publics transgenres au local de l’association ou à l’hôpital Bichat confirme le caractère prioritaire des recommandations données dès 2015 : ce premier accueil doit être consolidé afin de continuer à recevoir chaque personne et d’échanger avec elle sur les enjeux de la prévention diversifiée et la santé sexuelle. Il ressort d’emblée que le temps accordé à chaque entretien doit permettre d’identifier rapidement les besoins principaux de la personne pour déterminer *in situ* les modalités concrètes de son orientation et de sa prise en charge. Au quotidien de l’intervention, par exemple, une personne diagnostiquée séropositive par TROD doit pouvoir être accompagnée immédiatement vers le parcours de soins dédié et balisé dans les services partenaires à l’hôpital, notamment au SMIT du CHU Bichat. Au-delà de cet important travail de médiation / orientation, lequel implique très souvent interprétariat et accompagnement, il devient indispensable de considérer le contexte et les enjeux spécifiques en prévention diversifiée et associés à la santé sexuelle de la personne : à savoir, prendre en compte le fait qu’elle vit en couple, son activité prostitutionnelle le cas échéant, son recours éventuel aux drogues dans le cadre d’une sexualité récréative, etc. Au prisme des processus engagés à Acceptess-T en 2016, on peut ainsi formuler aujourd’hui les objectifs opérationnels prioritaires suivants :

1. Consolider le temps d’échange au moment du premier accueil au local, qui s’adresse continuellement à des femmes transgenres primo-arrivantes encore peu informées et très éloignées des systèmes de soins et de prise en charge ;
2. Renforcer le travail de médiation et d’accompagnement de ces bénéficiaires en ciblant plus précisément les besoins immédiats en prévention diversifiée et en santé sexuelle.

Jusqu’alors, le premier accueil en permanence a d’abord permis d’agir sur les nécessités immédiates et souvent urgentes (notamment en termes de VIH). Ce counseling de « première ligne » ne permet cependant pas de transmettre toutes les informations (i.e. sur la nouvelle offre diversifiée de prévention : préservatif, dépistage, TPE, TasP, PreP ; et par extension en santé, et notamment en santé sexuelle : psychologie, proctologie, orthodontie, ORL, dermatologie, endocrinologie, etc.) ni de confirmer leur appropriation efficace par les personnes reçues. Il y a bien un bénéfice concret dans l’identification de besoins urgents lors des permanences qui rendent possible le relais vers les structures de soins et de prise en charge existantes, mais l’offre émergente en prévention diversifiée et en santé sexuelle mérite aujourd’hui d’être mieux structurée en prévoyant de développer simultanément le travail de counseling en temps et en qualité d’écoute lors des permanences d’accueil au local ou à l’hôpital et celui d’une médiation / accompagnement spécifique à ces enjeux dont les données recueillies auprès de la file active en 2016 autorisent à redire l’urgence. Les bénéficiaires de nos actions continuent en effet à rencontrer et à exprimer des besoins de santé liés aux questions suivantes :

- La confrontation aux infections sexuellement transmissibles, et notamment le VIH et la nécessité d’adapter les nouvelles préconisations en matière de prévention diversifiée et de santé sexuelle ;
- La difficulté d’accès au système de santé et la difficulté à rendre prioritaire la santé dans les parcours de vie ;
- La transition de genre (fragilité psychologique, besoin d’information et de support, prise en charge psychologique et/ou psychiatrique, prise en charge médicale et chirurgicale quand les parcours sont encadrés) ;
- La migration (barrière de la langue, irrégularité ou précarité du séjour, traumatisme éventuel justifiant une demande d’asile : persécutions ou violences dans le pays d’origine) ;
- La fragilité sociale, relationnelle, familiale et affective à laquelle s’ajoute la discordance entre apparence et la mention de sexe à l’Etat civil ;
- La grande précarité, la difficulté d’accès aux droits (marquée par des obstacles et interruptions récurrentes), à la formation professionnelle et à l’emploi ;

### **Description et besoins des publics bénéficiaires**

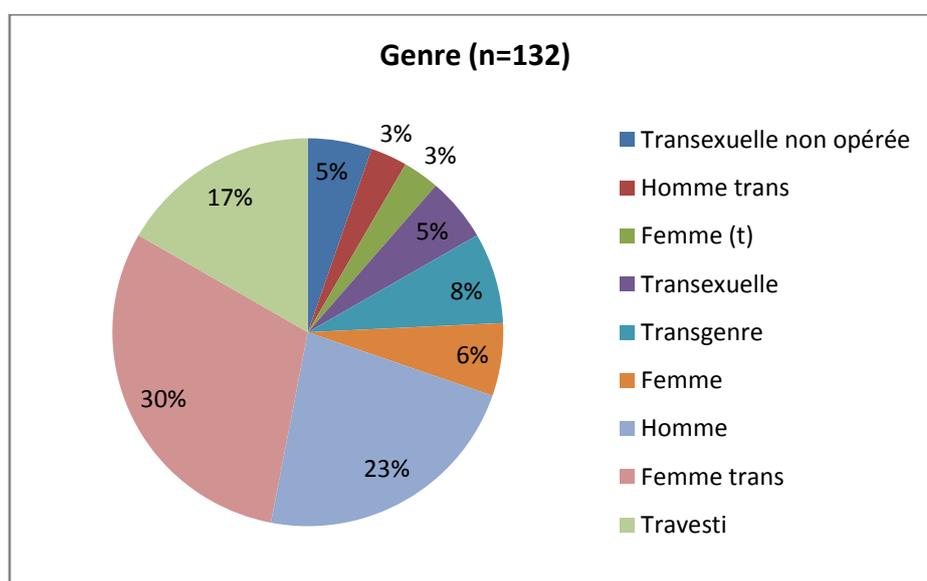
En 2016, **132** personnes ont été intégrées au fichier Excel de suivi (élaboré en 2015 et réajusté l’année suivante) de la permanence hebdomadaire au local en tant que nouvelles bénéficiaires dans cette file active spécifique.

Ce chiffre, en augmentation depuis 2015 (n=127), correspond au nombre d’identifiants attribués lors des permanences de premier accueil au local de l’association. Tous les items n’ont cependant pas été remplis systématiquement, ce qui conduit à préciser le nombre de bénéficiaires sondés pour chaque graphique. Un état des lieux sur les entrées les moins bien renseignées engage pour l’année à venir à redéfinir leur degré de pertinence, et à comprendre les obstacles à une saisie exhaustive des informations lors des premiers entretiens. De même, certaines entrées pour la saisie des données gagneraient à être simplifiées en 2017 afin d’optimiser les analyses et recommandations associées, nous y reviendrons.

Pour l'année 2016, cette base de données a donc continué à être nourrie de la manière la plus systématique possible lors de la permanence hebdomadaire de premier accueil et d'évaluation des besoins tous les lundis au local de l'association, entre janvier et décembre. Elle fait ressortir les constats suivants :

*Biographie et données socio-comportementales :*

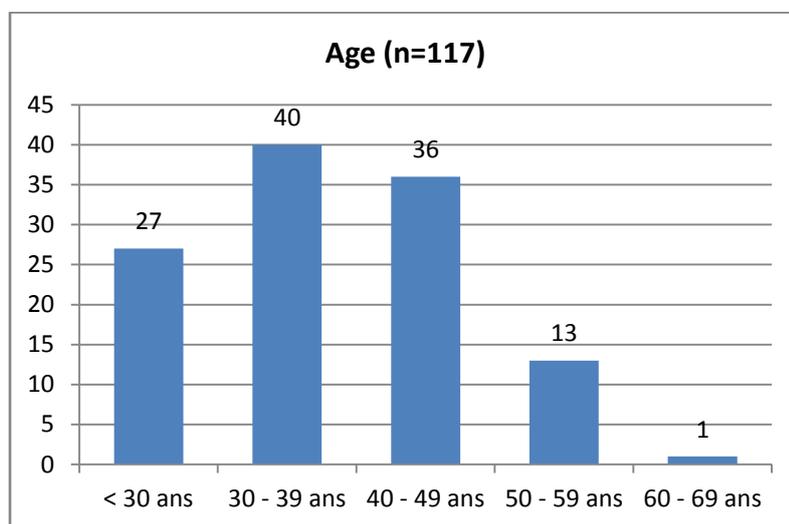
Cette section comprend les items suivants : Genre, Âge, Nationalité / Année d'arrivée en France, Année d'arrivée en Europe, Pays d'arrivée en Europe, Lieux d'habitation / Niveau de français, Niveau d'étude, Profession, Travail / Usage des réseaux sociaux (1-10), en précisant : SMS, E-Mail, Skype, Facebook / Travail du sexe, en précisant : Domicile, Itinérant, Internet, Rue. Observations.



Le genre des personnes reçues dans le cadre du projet ARS est la catégorie la mieux renseignée en 2016 (n=132). On a choisi cette année de laisser place à l'autodéfinition des personnes accueillies pour la première fois afin de favoriser la relation de confiance à engager avec elles, d'où un nombre d'entrées correspondant à une multiplicité d'expressions du genre par les bénéficiaires susceptible de rendre plus difficile une analyse globale. Cet item sera certainement simplifié l'année prochaine pour une meilleure lisibilité des profils des personnes transgenres, comme de ceux des autres publics venus solliciter l'association dans le cadre de ce projet. Il ressort néanmoins à nouveau cette année que plus de la moitié d'entre elles (51%) se déclarent comme étant en transition MtF, et que seule une minorité a fait le choix (5%) ou bien envisage (5%) une réassignation sexuelle. Globalement, on peut dire que le projet s'adresse pour presque deux tiers (71%) à des publics transgenres et pour environ un tiers (29%) à des hommes et à des femmes cisgenres. Deux catégories de personnes bénéficiaires de l'offre sont en forte augmentation par rapport à l'année 2015 :

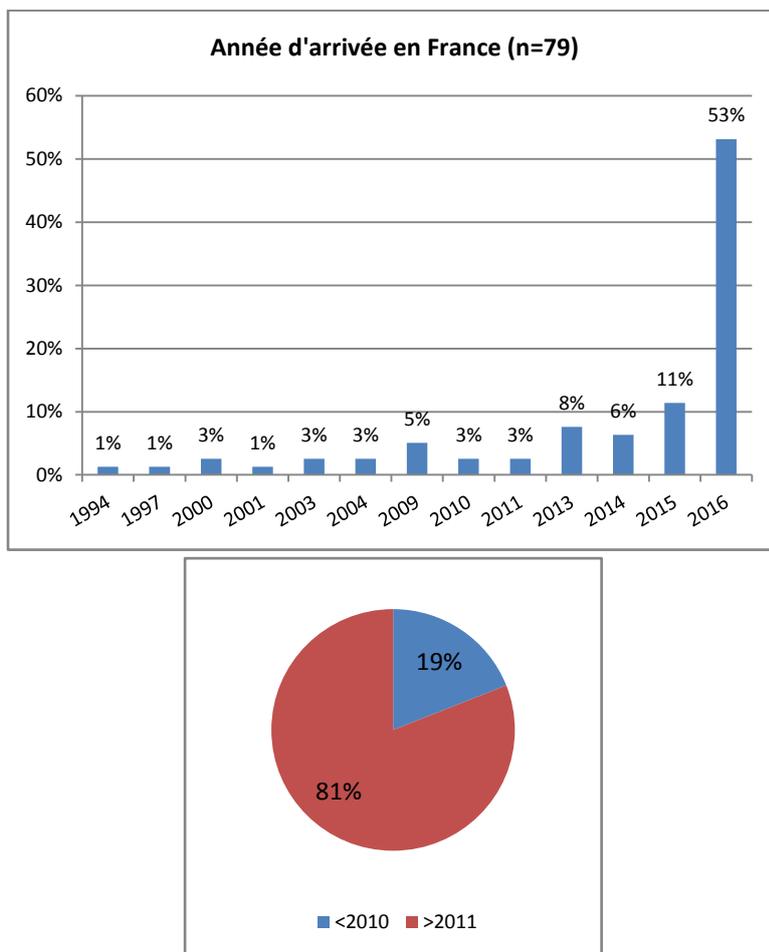
- 1) d'une part, le nombre de personnes se déclarant comme « Travesti » (17%) a doublé, renvoyant notamment à la venue croissante au local de publics souvent cantonnés au genre féminin dans le seul cadre des activités liées au travail du sexe ;

- 2) d'autre part, la tendance déjà relevée en 2015 se confirme avec une augmentation assez nette dans la file active (+7%) du nombre d'Hommes ayant une Sexualité avec des Hommes (HSH) appartenant le plus souvent, comme on l'a noté précédemment, aux mêmes réseaux socioculturels concomitants de migration et de travail du sexe, et principalement originaires eux aussi d'Amérique latine.

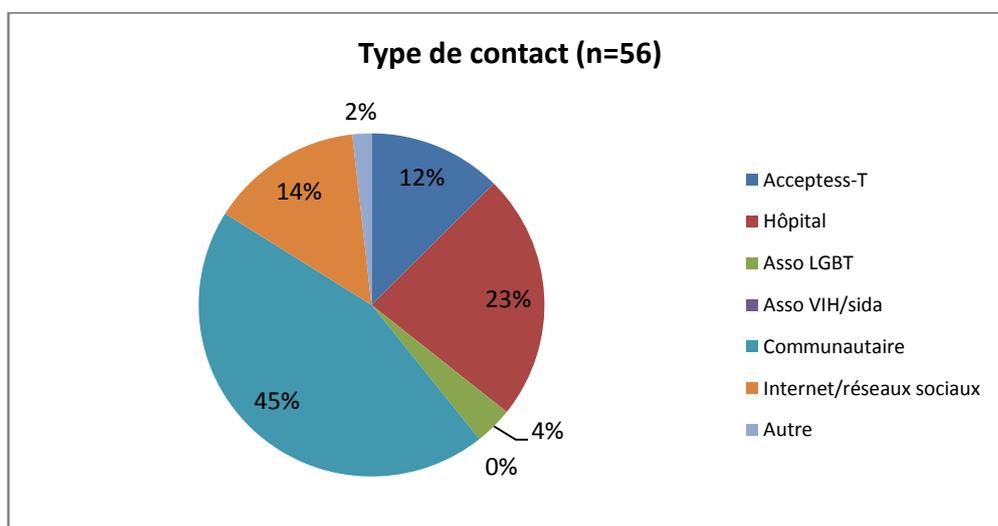


Cette année encore, l'essentiel de l'échantillon a entre 30 et 50 ans (65%), ce qui confirme dans le cadre de cette action comme au regard de la file active globale comprenant l'ensemble des publics reçus à l'association et bénéficiaires de ses différents services, les constats et analyses des années précédentes, à savoir : le rôle d'un « effet générationnel » lié à la migration et au temps nécessaire à l'organisation - relationnelle et économique, en particulier - du départ vers l'Europe. Il faut donc insister, cette année encore, sur l'acquisition de *ressources migratoires* au fil d'un assez long parcours, d'abord à l'échelle intracontinentale en Amérique latine (proximités géographiques, contraintes légales d'un pays à l'autre, etc.), puis à l'échelle intercontinentale, où l'arrivée dans tel ou tel pays d'Europe ne constitue qu'une des nombreuses étapes avant le passage ou l'installation à Paris. Comme déjà souligné, c'est donc souvent après les années de jeunesse, et en l'occurrence d'exposition à des risques multiples pour la santé durant la migration que l'essentiel de la file active accède pour la première fois à Acceptess-T à une offre de prévention primaire et secondaire, y compris pour le VIH.

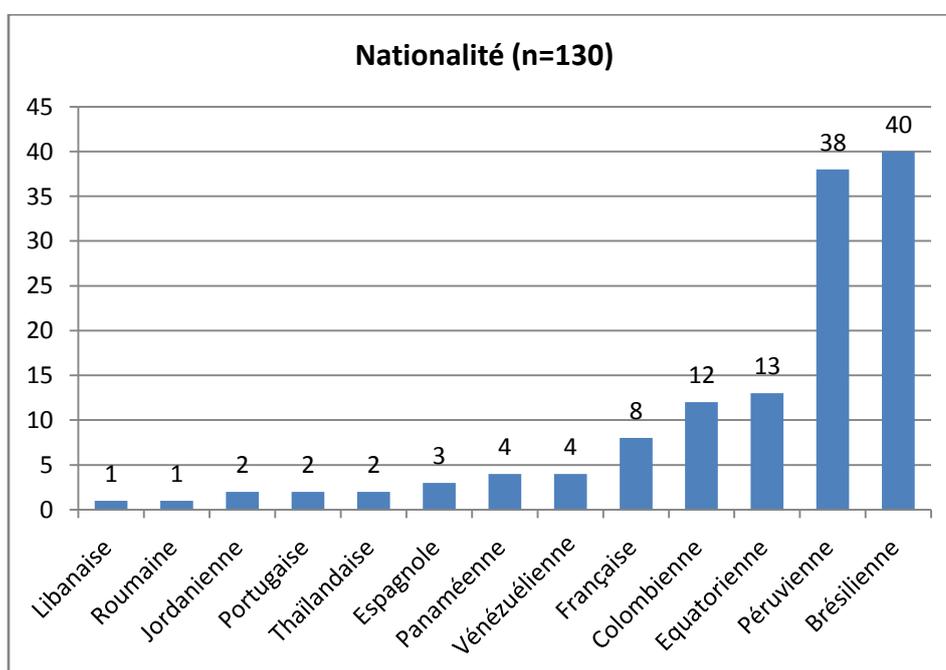
On avait déjà noté en 2015 que cette situation valait évidemment aussi pour le parcours migratoire et les conditions de séjour en France qui se sont depuis encore particulièrement aggravées. Cette question reste plus difficile à sonder mais, même si elle n'a porté en 2016 que sur un échantillon partiel du public, les résultats obtenus font très nettement ressortir que la permanence d'accueil du lundi au local de l'association enregistre cette année une **augmentation significative de bénéficiaires très récemment entrés sur le territoire national**



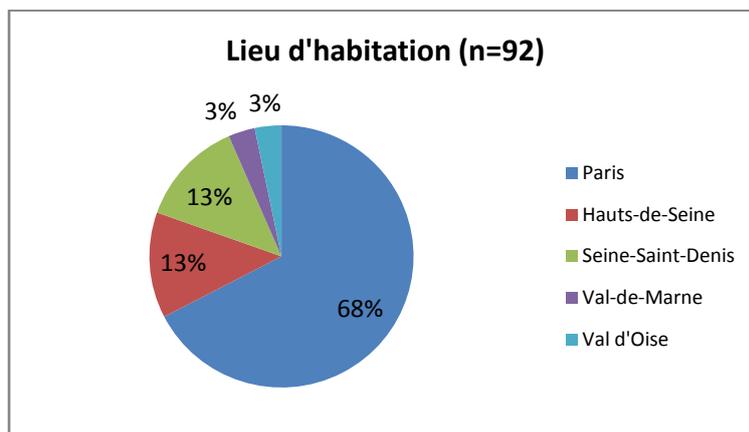
Si le traitement global de cette part de la file active associé au projet fait clairement ressortir qu'une large majorité des personnes reçues n'est arrivée en France qu'à partir de l'année 2011 (81%), le changement majeur réside avant tout dans le fait que plus de la moitié d'entre elles (53%) sont arrivées courant 2016, soit une augmentation de **+42%** par rapport aux primo-arrivantes de l'année 2015. Même si l'origine du premier contact avec l'association a été peu renseignée, il est néanmoins intéressant de s'y attarder, à titre indicatif, au regard de cette nouveauté :



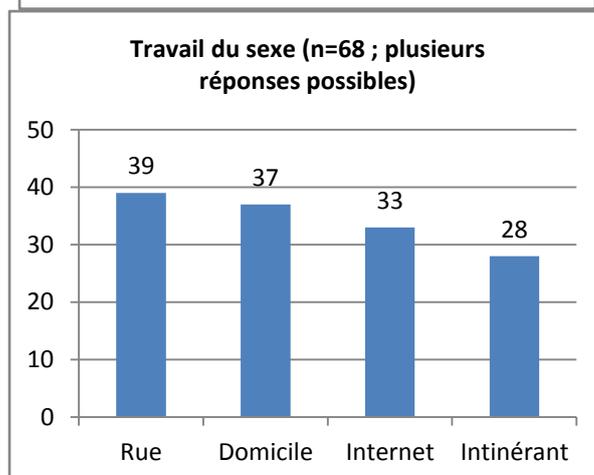
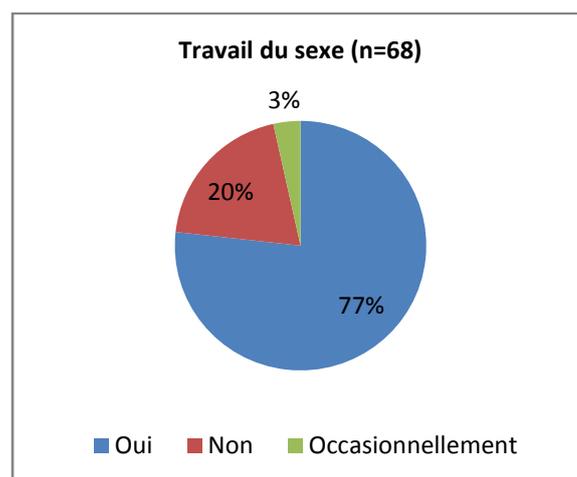
On notera que presque la moitié des personnes reçues (45%) ont appris l’existence d’Acceptess-T via les réseaux d’interconnaissance communautaire hors l’association (12%), internet (14%) ou encore l’hôpital (23%). Il apparaît donc que les actions menées sont de plus en plus notoires, non seulement « sur le terrain », c’est-à-dire dans le milieu des femmes transgenres migrantes concernées, et potentiellement les plus intéressées par l’offre et les services proposés, mais aussi à travers le réseau médico-social parisien qui oriente de plus en plus régulièrement ces publics vers la permanence du lundi au local. Ce flux de nouvelles venues, en particulier s’il concerne celles les plus récemment arrivées en France, trouve donc aussi probablement son origine dans l’effort de coordination de plus en plus soutenu depuis l’année dernière dans la mise en œuvre du projet associatif, aussi bien en interne, avec une offre diversifiée de services qui s’est fortement structurée au fil du temps, que dans le renforcement des partenariats établis de longue date avec les équipes hospitalières, en particulier le SMIT et le CeGIDD de l’Hôpital Bichat.



Si 85% des personnes accueillies lors de la permanence au local en 2016 sont originaires d’Amérique latine (dont 31% du Brésil, 29% du Pérou, 10% d’Equateur et 9% de Colombie), cela vient confirmer la tendance lourde qui marque depuis l’origine la file active globale de l’association, historiquement orientée par le profil socioculturel de ses fondatrices et médiatrices de santé « pairs-à-pairs », et par une notoriété communautaire s’affirmant chaque année dans une orientation continue vers le local de nouvelles bénéficiaires issues des mêmes réseaux migratoires d’interconnaissance ayant trouvé un ancrage provisoire à Paris.



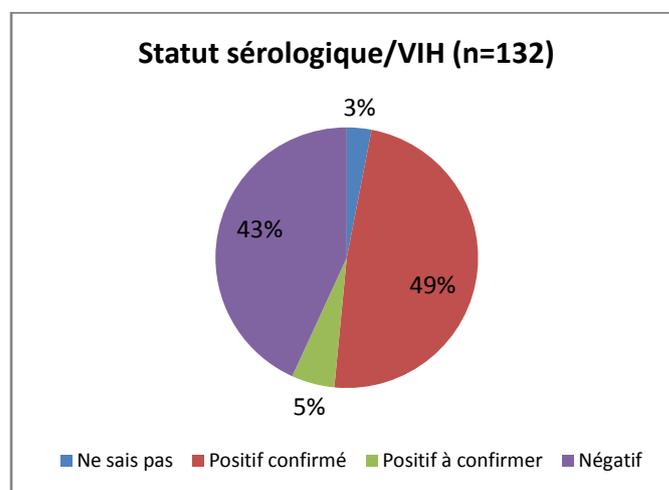
En l'occurrence, 68% des nouvelles bénéficiaires enregistrées à la permanence cette année résident à Paris, même s'il faut noter ici que le service consistant à fournir une adresse de domiciliation, en préalable à l'ensemble des autres démarches pour l'accès aux soins et aux droits, concerne au moins 82% d'entre elles. En 2016, leur niveau de français reste globalement faible (71%), et leur niveau d'étude se limite au primaire (37%) et au collège (40%). Leur maîtrise des réseaux sociaux est majoritairement faible (52%). 83% n'a pas de travail, ou alors non déclaré pour 10% d'entre elles.



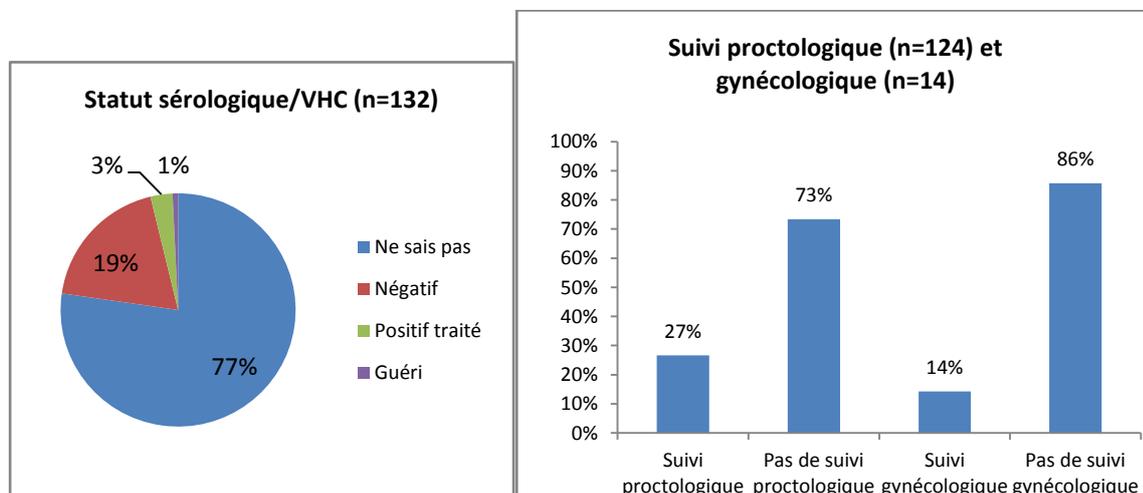
Malgré la saisie partielle de cette item-clef de la file active concernée par le projet, 77% déclarent une activité régulière de travail du sexe, tous lieux confondus, la rue tendant à rester le lieu privilégié d'exercice en dépit du durcissement cette année de la législation visant à lutter contre le système prostitutionnel, amplement responsable de l'itinérance à l'échelle de la région Ile-de-France ou des capitales européennes les plus proches, déjà constatée et commentée dans les précédents rapports d'activités de l'association.

*Etat des lieux en prévention diversifiée et en santé sexuelle :*

En 2016, 70% des nouvelles bénéficiaires du projet se déclarent célibataires (n=132), ce qui confirme un isolement très marqué. **La moitié d'entre elles indique un nombre de partenaires sexuels par mois supérieur à 25, et il est pour un quart supérieur à 40.**



**Presque la moitié des personnes sondées sont séropositives (49%),** le diagnostic étant le plus souvent récent puisque 54% ont effectué leur dernier test entre 2014 et 2016. 67% ont déclaré utiliser systématiquement le préservatif, mais 71% rapportent au moins une rupture. Le statut sérologique VHB reste largement ignoré (45%), **à plus forte raison pour le VHC puisque 77% ne connaissent pas leur statut.**

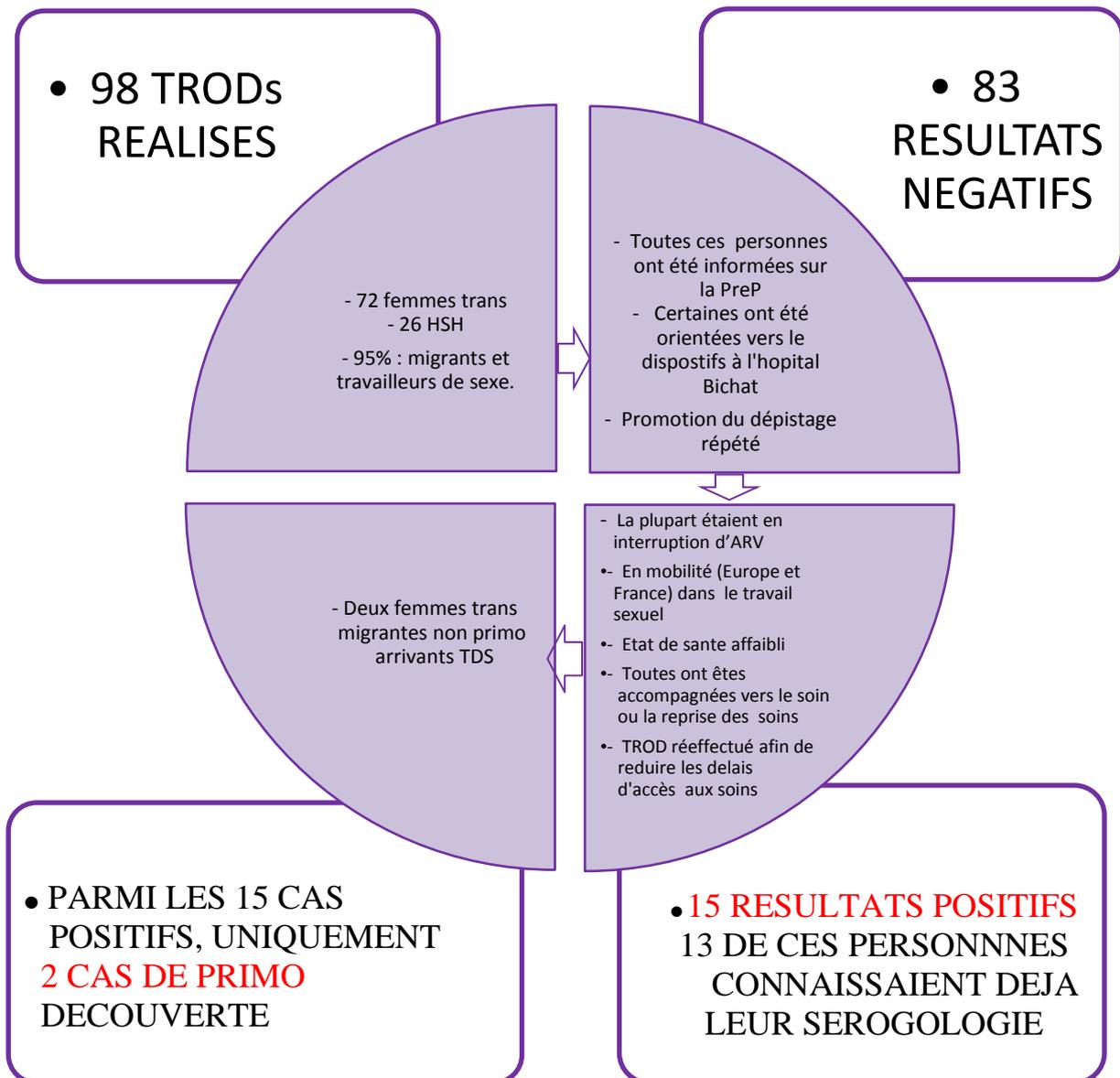


On note également une absence très marquée de suivi proctologique (73%) et gynécologique (86%), et un suivi passablement aléatoire en matière d'IST : 25% ne sont pas dépistées et 8% déclarent des bilans positifs sans pour autant être traitées.

Les scores relatifs à la connaissance des nouveaux outils de dépistage et de prévention sont eux aussi alarmants, puisqu'ils restent **inconnus dans 66% des cas pour le TROD, 96% pour les autotests, 84% pour le TPE et 97% pour la PrEP**. Si les réponses en matière de suivi VIH sont moins nombreuses, il en ressort néanmoins une situation qui reste assez fragile : sur les 64 personnes qui rapportent une sérologie positive confirmée, 38 (59%) rapportent un suivi médical hospitalier, 3 (45%) un suivi médical hospitalier irrégulier et 22 (34%) une absence de suivi médical hospitalier. Toujours parmi elles, 45 (70%) déclarent prendre des antirétroviraux, 11 (17%) être en rupture de traitement, et 6 (9%) disent ne pas en prendre. 89% n'ont jamais entendu parler des programmes d'Education Thérapeutique du Patient (ETP), le score de compréhension des bilans VIH restant globalement faible (93% inférieur à la moyenne sur une échelle de 1 à 10). Il en va de même pour le score de compréhension de la prévention combinée (83% inférieur à la moyenne). Le score d'adhésion au traitement et à la prise en charge est cependant supérieur à la moyenne (59%). La section suivante présente les réponses concrètes apportées cette année par l'association à cette carence en information et dans l'accès aux nouveaux outils de la prévention diversifiée et de la santé sexuelle.

*Les pages suivantes présentent  
une synthèse des résultats de l'action.*

## TROD DU VIH



# PREP

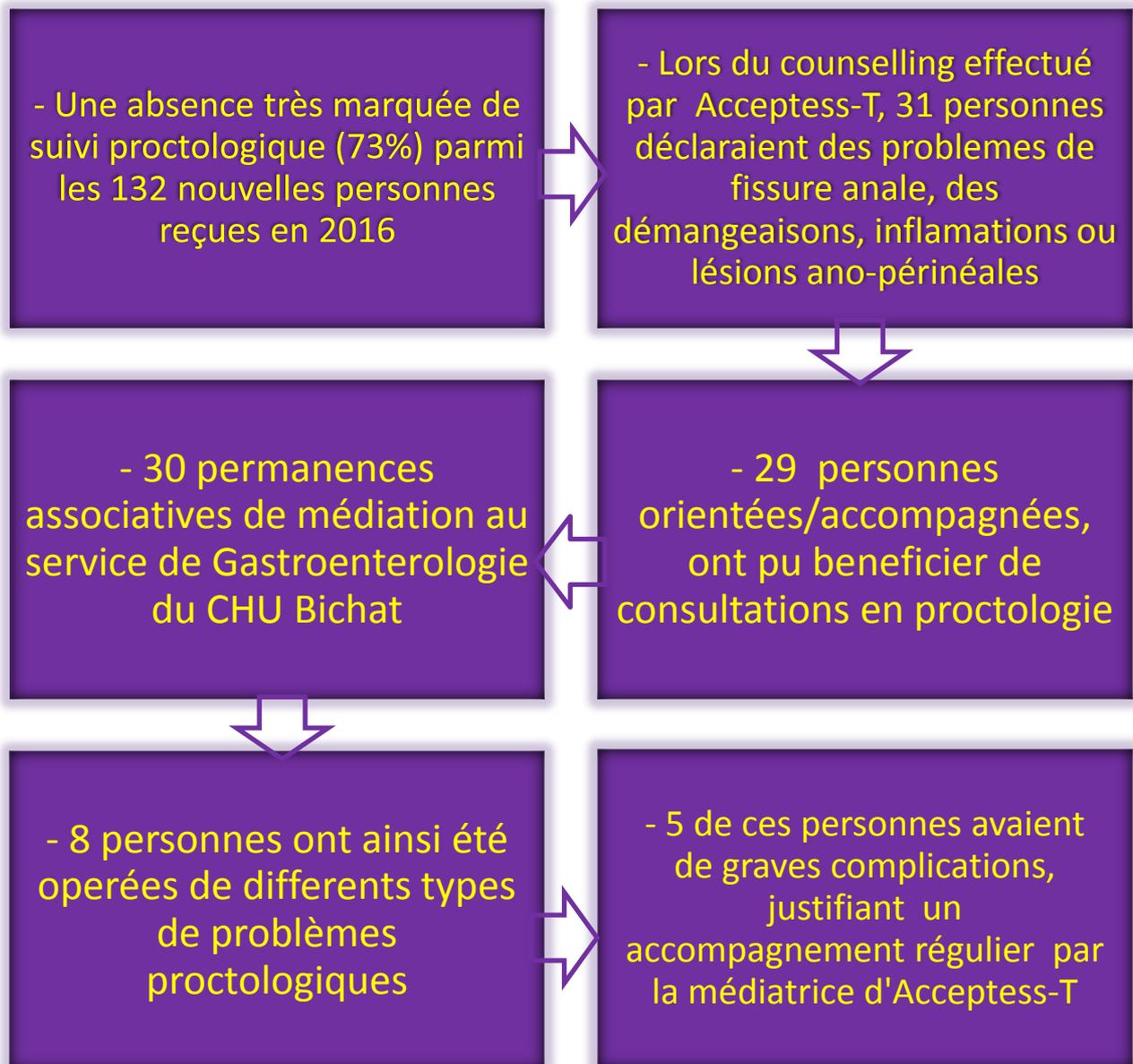
## Repérage et Inclusion

- 92 personnes ont été informées sur la PreP
- Une grande part déclarait plusieurs ruptures des préservatifs par mois dans le travail sexuel
- Très faible connaissance du TPE
- Parmi elles, 42 ont sollicité notre aide pour la prise d'un RDV
- Uniquement 16 d'entre elles sont venues à une première consultation
- 14 de ces personnes ont fait tous les examens et ont bénéficiées d'une prescription
- 13 ont pu initier la PreP

## Résultats

- Parmi les personnes qui ont initié la PreP, 12 étaient des femmes trans et un HSH, tous migrants et travailleur de sexe
- 7 de ces personnes portaient une IST avant d'initier la PreP, et ont été soignées
- Création d'un numéro dédié de téléphone portable
- Un groupe WhatsApp
- Rappel des RDV par sms et appel
- Aide permanente pour la gestion de leur agenda médical
- Ouverture des droits AME
- Aider à régler les ruptures de Truvada
- Une permanence PreP le mercredi et le samedi

## Proctologue



Psychologue



# Évaluation de la permanence psychologique.

Projet QVQS

Association Acceptess-T

Intervenant : Dr. Rafael Andreotti, Psychologue Clinicien.

## Présentation de la permanence

Dans le cadre du projet QVQS et grâce au financement de Sidaction, l’association met en place en février 2016 une permanence psychologique. Implantée les lundis de 15h à 17h30, elle constitue un premier espace d’écoute pour les nouveaux et nouvelles usager.e.s, suite à l’entretien sur la situation médico-sociale, avec les responsables associatives. Cela permet d’allier l’identification des besoins des médiatrices de terrain et l’accompagnement psychologique du clinicien.

L’objectif, vu la restriction de temps, a été d’installer une permanence à caractère ponctuel, qui permette d’apporter une aide précise par rapport à différentes problématiques en matière de santé mentale, et orienter vers d’autres structures dans le cas où la situation mérite un suivi spécifique (centres d’addictologie, médecins généralistes, Centre ESPAS, Centre Minkowska, etc.).

Ce cadre empêche donc un diagnostic précis sur les problématiques psychopathologiques rencontrées. Néanmoins, nous pouvons identifier les principaux symptômes :

- Consommation excessive des substances psychoactives (alcool, drogues).
- Isolement.
- Anxiété.
- Crises d’angoisse.
- Troubles de sommeil.
- Problèmes de couple.
- Problèmes familiaux.
- Symptômes relevant du Syndrome de stress Post-traumatique (suite à des agressions, l’impact de la migration, etc.).

De manière générale, nous avons,

- ❖ Accueilli les différentes demandes ;
- ❖ Tenté de se constituer comme une figure d’accompagnement sur laquelle les usager.e.s peuvent compter ;
- ❖ Participé à la facilitation des parcours de soins avec d’autres professionnels (médecins infectiologues, Centres de santé, médecins en ville, MDPH (Maison départementale des personnes handicapées), OFPRA (office français de protection des réfugiés et apatrides), etc.

### Evaluation quantitative

Pour évaluer la permanence, nous avons élaboré des questionnaires en quatre langues : espagnol, portugais, français et anglais. Nous avons commencé les permanences avec un premier formulaire et nous avons fini les permanences avec un questionnaire de satisfaction. L'action se déroule entre février et décembre 2016. Néanmoins, cette évaluation va du mois de février jusqu'à Octobre. Nous présentons ci-dessous les principaux résultats par mois :

Mois de Permanence	Nombre de consultations	de personnes reçues pour la première fois.
Février	3	3
Mars	6	6
Avril	10	7
Mai	10	7
Juin	6	5
Juillet	3	3
Août	7	5
Septembre	9	5
Octobre	11	8
<b>Total</b>	<b>65</b>	<b>49</b>

Avec un total de 49 personnes reçues pour la première fois, nous avons 16 consultations de personnes qui ont décidé de venir pour une deuxième fois. Seulement une personne assiste à une troisième consultation.

Concernant l'identité de personnes reçues, nous trouvons une place prioritaire pour les personnes trans MTF :

Identité de présentation	Pourcentage
MTF	83,67%
FTM	6,25 %
HSH	8,16%
Homme cis hétérosexuel (partenaires usagères)	2,04%

Finalement, nous présentons la distribution des effectifs par langue de la consultation :

Langue de la consultation	Nombre de personnes	Pourcentage
Espagnol	25	52,08 %
Portugais	13	27,08 %
Français	10	20,83%
Anglais	0	0 %

Si l’espagnol est la langue la plus utilisée lors des consultations, le français est une langue non négligeable, ce qui montre que l’espace est loin de se restreindre aux personnes trans migrantes d’Amérique Latine.

### L’échelle de détresse psychologique Kessler.<sup>2</sup>

Suivant des institutions françaises de référence en santé publique (Santé Publique France, Haute Autorité de Santé), nous avons utilisé l’échelle K6 pour mesurer la détresse psychologique (Nguyen, L., Bataille, L, 2012). Nous avons traduit l’échelle dans les quatre langues possibles pour la consultation. L’échelle de détresse psychologique Kessler (K6) comprend six questions sur les états émotionnels, chacune de celles-ci ayant une cote entre 0 « jamais » et 4 « Toujours » :

Au cours du dernier mois	Jamais	Rarement	Parfois	Généralement	Toujours
1. À quelle fréquence vous vous êtes senti nerveux/se ?	0	1	2	3	4
2. À quelle fréquence vous vous êtes senti désespéré ?	0	1	2	3	4
3. À quelle fréquence vous vous êtes senti agité/e ?	0	1	2	3	4
4. À quelle fréquence vous avez senti que tout était un effort ?	0	1	2	3	4
5. À quelle fréquence vous vous êtes senti si déprimé/e que plus rien ne pouvait vous mettre de bonne humeur ?	0	1	2	3	4
6. À quelle fréquence vous vous êtes senti inutile ?	0	1	2	3	4

Nous présentons ici les effectifs<sup>3</sup> par question :

Au cours du derniers mois, à quelle fréquence vous vous êtes senti nerveux/se ?

	Effectifs	%
Généralement	22	47,8%
Parfois	8	17,4%
Rarement	5	10,9%
Toujours	11	23,9%
Total	46	100,0%

Sur cette question, 72% de personnes se positionnent entre « généralement » et « toujours », ce qui nous montre que le symptôme de nervosité fait partie du quotidien de la plupart de l’effectif.

<sup>2</sup> Nguyen L., Bataille B., “La détresse psychologique mesurée par le score de Kessler (K6) prédit les douleurs postopératoires prolongées après chirurgie du poignet”, J Can Anesth 59:1150–1151, 2012

<sup>3</sup> Nous attirons l’attention sur le fait que dans trois situations, pour les situations particulières des personnes, il n’a pas été possible d’administrer l’échelle et la consultation a commencé sans administration de l’échelle.

**Au cours du derniers mois, à quelle fréquence vous vous êtes senti désespérée ?**

	Effectifs	%
Parfois	5	10,9%
Rarement	14	30,4%
Généralement	19	41,3%
Toujours	6	13,0%
Jamais	2	4,3%
Total	46	100,0%

Le sentiment subjectif de désespoir apparaît pour sa part plus nuancé. La concentration des réponses entre « rarement » et « généralement », ferait penser que la réponse moyenne « parfois », est la plus pertinente pour décrire l'ensemble de la population étudiée.

**Au cours du derniers mois, à quelle fréquence vous vous êtes senti agité/e ?**

	Effectifs	%
Parfois	15	32,6%
Jamais	2	4,3%
Généralement	17	37,0%
Rarement	5	10,9%
Toujours	7	15,2%
Total	46	100,0%

Le sentiment d'agitation apparaît majoritairement entre « parfois » et « généralement », avec un pourcentage de presque 70%.

**Au cours du dernier mois, à quelle fréquence vous avez senti que tout était un effort ?**

	Effectifs	%
Jamais	5	10,9%
Toujours	15	32,6%
Généralement	12	26,1%
Parfois	9	19,6%
Rarement	5	10,9%
Total	46	100,0%

Dans le cas du sentiment de l'effort subjectif face aux activités quotidiennes, la majorité se trouve placée dans la réponse « toujours », avec un 32,6%. Ce type de réponses doit nous faire réfléchir aux façons de vivre au quotidien les situations d'adversité par cette population, ainsi que des symptômes possibles de dépression. Cela pourrait également constituer une piste pour les

professionnels de santé, confrontés à travailler avec cette population, en ce qui concerne la difficulté de leur engagement par rapport à la prise de rendez-vous, la prise de médicaments, etc.

Au cours du dernier mois, à quelle fréquence vous vous êtes senti si déprimé/e que plus rien ne pouvait vous mettre de bonne humeur ?

	Effectifs	%
Jamais	5	10,9%
Rarement	15	32,6%
Généralement	10	21,7%
Parfois	11	23,9%
Toujours	5	10,9%
Total	46	100,0%

La distribution plus dispersée de réponses empêche dans ce cas d'émettre une tendance claire. Cela peut être lié à la mention de la catégorie « dépression », ce qui implique sortir des sentiments subjectifs, pour mentionner une maladie, avec toute la connotation négative que cela peut impliquer pour un premier rendez-vous. Pourquoi les personnes qui indiquent majoritairement que tout représente un effort dans le quotidien ne se considèrent pas en dépression ? Perçoivent-ils des degrés différents ou il s'agit d'une mésestimation de la catégorie dépression par son caractère de maladie mentale ? Le caractère réduit de cette évaluation empêche pour l'instant de répondre à ces questions.

Au cours du dernier mois, à quelle fréquence vous vous êtes senti inutile ?

	Effectifs	%
Rarement	14	30,4%
Généralement	10	21,7%
Parfois	6	13,0%
Jamais	11	23,9%
Toujours	5	10,9%
Total	46	100,0%

La dernière question est celle qui a produit le plus d'incompréhension de la part des personnes interrogées. La catégorie « inutile » a produit souvent un impact négatif sur les interrogés. Un 10,9% de réponses « toujours » nous indique qu'environ 5 personnes sont dans une situation très négative par rapport à l'estime de soi, et donc une grande détresse psychologique.

## Le calcul du score

Les résultats des six questions sont alors additionnés, le nombre total atteignant un minimum de 0 et un maximum de 24. Un faible pointage indique un faible niveau de détresse psychologique, tandis qu'un pointage élevé indique un niveau de détresse psychologique élevé. Les résultats de l'administration du Score sont les suivants :

Effectif total	45
Répondants	45
% Répondants	100,0%
Minimum	4,00
Maximum	24,00
Moyenne	14,22
Somme	640,00
Intervalle de confiance Mini	13,02
Intervalle de confiance Maxi	15,43
Variance	17,06
Ecart-type	4,13
1° Quartile	11,00
3° Quartile	17,00
Médiane	14,00
Ecart inter-quartile	6,00

La dispersion des résultats montre quand même des écarts importants, ayant des répondants avec un Score de 4 (avec un niveau très faible de détresse psychologique), et un score de 24 (niveau maximal de détresse). La moyenne de 14,22 nous montre que, en règle générale, le niveau de détresse psychologique dépasse la moyenne par plus de 2 points. Nous trouvons deux groupes à considérer, un groupe qui se trouve plutôt autour d'un score de 11 (1<sup>er</sup> Quartile), avec un niveau de détresse proche de la moyenne, et puis un autre groupe (3<sup>e</sup> quartile), qui montre un niveau très élevé de détresse (17), mais qui est compensé par le 1<sup>er</sup> quartile, dans la mesure de la moyenne finale.

## Satisfaction des usager.e.s

L'évaluation a prévu des outils permettant de recueillir l'avis de la population concernée. À la fin de notre consultation, nous avons administré un questionnaire de satisfaction. Les résultats sont les suivants :

J'ai été traité/e respectueusement par le professionnel en charge de la permanence:

	Effectifs	%
Tout à fait d'accord	38	95,0%
Plutôt d'accord	2	5,0%
Total	40	100,0%

Un 95% de réponses maximales indique une garantie par rapport au respect du professionnel. Cela est rassurant, surtout en matière de respect d'identité de genre, pour des personnes avec des parcours de discrimination importants, ce qui peut produire une certaine distance du système de santé.

#### Je me suis senti à l'aise pour parler de mes problèmes.

	Effectifs	%
Tout à fait d'accord	33	82,5%
Plutôt d'accord	6	15,0%
Ni d'accord ni désaccord	1	2,5%
Total	40	100,0%

Un taux plus nuancé de réponses maximales dans cette question pourrait être expliqué à partir de différentes hypothèses : le fait qu'il s'agit d'une première consultation, la difficulté à établir un lien de confiance avec un professionnel vu pour la première fois, et/ou la difficulté à aborder des situations très intimes et qui ne sont pas partagées ailleurs, vu le degré d'isolement social d'une proportion non négligeable d'utilisateurs.

#### Le psychologue m'a aidé à exprimer mes problèmes.

	Effectifs	%
Tout à fait d'accord	37	92,5%
Plutôt d'accord	3	7,5%
Total	40	100,0%

Un 92,5% de réponse maximale nous rassure sur la pertinence de la ligne de travail du psychologue pour favoriser l'expression des sujets interrogés.

#### Note d'appréciation globale

Effectif total	40
Répondants	40
% Répondants	100,0%
Minimum	7,00
Maximum	10,00
Moyenne	9,00
Somme	360,00
Intervalle de confiance Mini	8,66
Intervalle de confiance Maxi	9,34
Variance	1,20
Ecart-type	1,10
1° Quartile	8,00
3° Quartile	10,00
Médiane	9,00
Ecart inter-quartile	2,00

La note moyenne de la permanence est de 9/10, avec une note minimale de 7 et une maximale de 10. Cela démontre que les usagers du service sont satisfaits de la prestation.

### Evaluation qualitative

Finalement, nous présentons dans ce qui suit quelques commentaires et suggestions exprimés dans les questionnaires de satisfaction, qui peuvent également donner une idée des impressions par rapport à l’espace :

### Points positifs

- ✓ *“Je suis satisfait de la réception et l’accueil”* (22/02/2016, en Portugais)
- ✓ *“Bon contact humainement pro. Convivialité et premier entretien intéressant”* (18/04/2016 en Français)
- ✓ *“Psychologue très attentif”* (04/04/2016, en Espagnol).
- ✓ *“Je reste très heureuse d’avoir quelqu’un qui m’écoute”* (02/05/2015, en Portugais).
- ✓ *“Que tout le monde sache demander de l’aide”* (09/05/2016, en Portugais).
- ✓ *“Avoir plus de ressources pour avoir plus des gens comme ce psy”* (29/08/2016, en Espagnol).
- ✓ *“Je remercie la possibilité de m’ouvrir »* (12/09/2016, en Portugais).
- ✓ *“Un excellent psychologue, bon travail!”* (03/10/2016, en Espagnol).
- ✓ *“Vous êtes aimables, je me suis senti très bien, merci »* (06/06/2016, en Espagnol).

### Suggestions d’amélioration

- *“Plus de temps”* (08/05/2016, en Espagnol).
- *“Un peu plus de temps”* (29/08/2016, en Espagnol).
- *“Qu’il donne plus de conseils”* (24/10/2016, en Espagnol).

Tous les commentaires vont dans le sens du développement de l’activité.

### Limites

Finalement, nous souhaitons énoncer une série de limites qui pourraient faire l’objet des améliorations futures de l’espace. D’abord, nous devrions inclure des variables comme l’âge dans l’évaluation, et plus d’information sur le suivi hospitalier, pour pouvoir obtenir des informations plus précises en matière de santé mentale et personnes vivant avec le VIH (PVVIH), notamment dans la population transgenre.

D’autres critères d’intérêt par la gouvernance associative et les financeurs pourraient également être inclus. Par les conditions actuelles de l’intervenant, embauché en qualité de prestataire extérieur, il n’a pas été possible de dédier un temps particulier à la concertation des indicateurs de suivi ni de résultats sur l’espace. Nous estimons que ces temps de préparation, ainsi que celui de l’évaluation postérieur à l’activité, devraient être mieux prévus et budgétisés, en dehors de l’allocation des ressources actuelle, qui ne permet que la rémunération des consultations.

## Conclusion et perspectives

En dehors des variations habituelles dans une analyse statistique, nous pouvons affirmer que la qualité de notre action - tant au niveau de l’attention psychologique que du respect et de l’empathie portée vis-à-vis des personnes concernées - arrive à satisfaire les besoins de notre population cible. Cette évaluation montre que le projet apporte véritablement une aide en matière d’accompagnement psychologique.

En ce qui concerne l’évaluation, la présente étude dresse un portrait assez éloquent de l’état de santé mentale des personnes qui consultent la permanence psychologique de l’association Acceptess-T. De plus, l’évaluation permet de creuser sur des données novatrices, en lien avec personnes trans vivant avec le VIH et la santé mentale.

Pour la continuité de ces initiatives, il devient fondamental d’obtenir un soutien financier conséquent qui permette une amélioration dans le suivi psychologique et sa continuité, ainsi que dans l’évaluation. Cette initiative nécessite le soutien des financeurs pour continuer à être consolidée et implantée.

## Conclusion et préconisations spécifiques au projet

Les données recueillies en 2016 continuent à faire ressortir un besoin majeur d’information et de soutien à mettre en lien pour l’essentiel en relation avec l’arrivée permanente de femmes transgenre séropositives d’origine latino-américaine, ayant déjà vécu dans un autre pays d’Europe souvent bien moins doté pour les soins et la prise en charge VIH (Espagne et Portugal, en particulier). Dans bien des cas, la principale tendance qui se dégage de ces parcours migratoires intra-européens est un état de santé déjà dégradé à l’arrivée, avec la présence dans certains cas de pathologies classant SIDA ou de comorbidités liées à un défaut de suivi médical (et d’observance) comme à une absence de prévention secondaire. Le travail de médiation continue donc de revêtir une importance cruciale dans ces parcours de soin. Il s’agit donc de favoriser un parcours de soin qui passe par l’information thérapeutique du patient, de familiariser progressivement les bénéficiaires avec l’offre de soin et les codes de la société d’accueil. Les résultats en matière d’accès au dépistage, à un traitement ARV et à un suivi médical le cas échéant, et par conséquent, à une charge virale indétectable sont dès lors envisageables, comme on vient de le voir, jusque dans les situations d’urgence auxquelles l’équipe est quotidiennement confrontée en matière de VIH.

Structurellement, ces besoins urgents des femmes transgenres migrantes engagées dans le travail du sexe à Paris et en Ile-de-France (et d’autres publics associés à leurs parcours : partenaires, jeunes HSH travailleurs du sexe et clients) appellent désormais une réponse qualitative très spécifique permettant d’échanger autour de l’entièreté de l’offre et du dispositif associé (outils, intervenants, services). A ce stade, celle-ci passe entre autre par la promotion d’un nouvel acteur-clef en santé communautaire : un **conseiller en prévention diversifiée et en santé sexuelle**. Suffisamment formé sur ces enjeux, il transmet les informations de manière exhaustive et toujours contextualisée : par exemple, une personne transgenre récemment diagnostiquée séropositive et accompagnée vers un parcours de soins peut être confrontée, malgré les recommandations officielles, à des délais dans la mise sous traitement, rencontrer des difficultés d’adhésion retardant l’atteinte d’une charge virale indétectable, ou encore estimer qu’elle ne nécessite pas de traitement antirétroviral dans l’immédiat. Dans ces cas-là, elle doit pouvoir entendre parler de la PreP pour son éventuel partenaire. Cette approche intensive, en ce qu’elle tient compte de la complexité de chaque situation individuelle, paraît donc aujourd’hui nécessaire pour prévenir efficacement une réponse parcellaire et, simultanément, assurer une cohérence globale de l’offre entre partenaires de santé (associations, CeGIDD, SMIT). Son rôle est de travailler sur les principes fondamentaux de la prévention diversifiée et de la santé sexuelle en vue d’actualiser une offre strictement centrée sur un counseling dédié : il s’agit donc bien à la fois d’un informateur, d’un interlocuteur, d’un facilitateur dont la fonction vise à prévenir le risque d’un message éclaté parce que trop complexe pour être délivré autrement que dans une démarche intensive et de qualité. Ce faisant, elle a ainsi pour objectif de garantir la cohérence de la palette des outils de prévention et des discours associés, en assumant sur le terrain des publics-cibles la responsabilité et l’efficacité d’une **stratégie de préservation globale**.

Dans tous les cas, il existe dans les publics bénéficiaires un sentiment d’exposition et de vulnérabilité (au VIH notamment), un stress qui risque d’être accentué par la dimension souvent

très décousue et parfois potentiellement déformée sur l’offre en prévention diversifiée. Cela renvoie à l’urgence de questionner en continu les conditions concrètes de mise en place des stratégies de santé publique et de reformuler constamment les recommandations en direction des publics-clefs dans la lutte contre le VIH. Il est par ailleurs évident que la promotion même des concepts de prévention diversifiée et de santé sexuelle implique le réajustement constant des objectifs d’intervention en tenant précisément compte des besoins de formation de bénéficiaires les plus exposés et susceptibles de devenir à leur tour relais « naturels » dans leur groupe de pairs.

Ce qui ressort des résultats de l’action 2016, y compris des difficultés à gérer une file active en pleine croissance, c’est donc bien la nécessité d’un travail de counseling permettant d’assurer la mise en œuvre de cette stratégie de « préservation optimale ». Avec la promotion d’un tel acteur, maillon-clef de la stratégie, ce sont de nouveaux besoins qui émergent, notamment en termes de formation et de professionnalisation. Il ne s’agit pas nécessairement d’un « pair » issu de la population-cible concernée, même si, au-delà de l’appartenance communautaire, cette fonction implique une connaissance complète des publics-cibles et de leurs besoins. C’est pour cette raison que ce nouvel acteur doit maîtriser non seulement les nouveaux enjeux de la prévention diversifiée et de la santé sexuelle, mais être doté de compétences transversales du type intercommunautaire (personnes trans, HSH, partenaires, clients, etc.). Si la participation des « pairs » a été initialement conçue comme seule garantie de l’efficacité des actions de prévention du VIH jusqu’alors, il apparaît que ces actions dites « communautaires » ont été constamment confrontées à leurs propres limites. La capacité à être face-à-face avec les publics dans une approche interculturelle est requise en tant que valeur ajoutée non plus simplement dans la relation aux bénéficiaires, mais aussi dans la maîtrise des enjeux complexes liés au nouveau paradigme de prévention diversifiée et de santé sexuelle. En complément à ce travail intensif de counseling spécifique, l’offre de médiation et d’accompagnement plus systématiquement centrée sur l’opérationnalisation de ce nouveau paradigme à adapter aux publics les plus exposés au VIH doit évidemment être renforcée. Ainsi, deux objectifs découlent clairement des résultats en termes de profils d’intervenant à construire :

- 1) **Conseiller en prévention diversifiée et santé sexuelle** : quel est son profil, quels sont les informations pertinentes à transmettre ? Comment évaluer leur appropriation réelle par les bénéficiaires ? Quel outil créer pour mesurer l’impact de cette nouvelle forme de counseling ? Peut-il être pensé à la fois comme un outil d’évaluation et de mesure de la satisfaction ?
  
- 3) **Médiateur-accompagnateur** dont le travail s’inscrit dans la continuité directe du counseling et consiste à orienter, à suivre et, le cas échéant, à accompagner les personnes en fonction des besoins identifiés lors des permanences d’accueil. L’action d’Acceptess-T doit ici veiller à permettre aux personnes transgenres les plus éloignées du système de soin d’accéder à tous les services de santé concernés à Paris en anticipant notamment les problèmes éventuels de communication, voire les discriminations spécifiques liées à l’accès au système de soins.

Cette orientation consistant à renforcer aujourd'hui le pôle accueil / counseling / médiation / orientation en prévention diversifiée et en santé sexuelle des publics transgenres à Paris et en région IDF coïncide avec l'obtention récente par Acceptess-T d'un agrément TROD. La réorganisation du dispositif articulé depuis 2016 autour des permanences d'accueil au local et à l'hôpital Bichat prévoit donc une intégration optimale de cet outil à l'offre en voie de consolidation proposée ici au regard des besoins exprimés et constatés au fil de ces derniers mois. L'association AIDES (Paris 8), qui a assuré depuis 2014 cette prestation en partenariat avec Acceptess-T et dans nos locaux, reste évidemment une ressource considérable pour optimiser le suivi efficace et durable du recours au TROD auprès de nos bénéficiaires ou en termes de formation continue.

En parallèle aux permanences hebdomadaires d'accueil, au counseling en continu et au travail quotidien de médiation / accompagnement, l'équipe d'Acceptess-T doit pouvoir continuer à mettre à la disposition de ses bénéficiaires préservatifs et sachets de gel lubrifiant pour lesquels la demande est restée importante. Etant donné la forte séroprévalence au VIH des publics accueillis, il est crucial de prendre rapidement en charge cette pathologie en optimisant les conditions d'accès aux informations et aux services ressources, partenaires de l'association au long cours. Les supports d'information écrits restent peu adaptés, nécessitant dans presque tous les cas une écoute et un effort de traduction. Les réponses apportées par l'association s'efforcent de répondre simultanément au contexte de la vie affective et sexuelle des femmes transgenres lorsqu'elles sont en couple, et en relation avec l'exercice de la prostitution qui concerne bon nombre d'entre elles. Le plus souvent, les femmes transgenres se découvrent séropositives dans une situation de clandestinité qui implique aussi une série de démarches administratives contraignantes à assumer avec le soutien de notre intervention (en obtenant d'emblée un PASS Démunis pour l'accès aux soins en milieu hospitalier, par exemple). Il en va évidemment de même lorsqu'une coïnfection au VHC est diagnostiquée. En ce sens, le soutien dans le montage de dossiers administratifs afin de bénéficier de prestations sociales en lien avec la santé doit évidemment être maintenu (AME, CMU-C, autres aides CPAM, etc.), surtout dans un contexte où le traitement administratif de ces dossiers est rendu de plus en plus complexe (difficulté à produire des attestations de résidence, délais d'attente pour l'AME, maintien durable de numéros de sécurité sociale provisoire, refus d'inscription au Pôle emploi dans ce cas, renouvellement CMU et cartes de séjour difficiles à obtenir, etc.). Tout ceci oblige l'association à intervenir constamment auprès des services de la CPAM pour éviter les ruptures de droits et de soins. L'accès aux aides sociales diverses reste également difficile à cause des modes de vie très précaires, en l'absence d'emploi légal ou sans autorisation de travail, auxquels s'ajoutent les discriminations et la barrière de la langue pour une bonne part de la file active. Autre problématique importante : l'accès au logement, avec des demandes toujours en augmentation qui appellent un renforcement de notre partenariat avec la PILS (Plateforme Inter associative pour le Logement Sida) et avec l'Alliance associative, d'autant que cette situation est particulièrement aiguë dans le cas des femmes transgenres séropositives, malgré les critères de santé qui devraient leur faciliter l'accès au logement. Au plan du séjour, nous continuons à accompagner les bénéficiaires de nos actions dans les démarches de régularisation administrative et de demande d'asile. L'accompagnement vient souvent en complément de la médiation pour faire face aux discriminations et à la complexité des démarches administratives, notamment en Préfecture. Ils sont aussi nécessaires pour aller déposer plainte (agressions, viols, discriminations),

et impliquent traduction et soutien psychologique simultanés. La demande d’insertion professionnelle reste elle aussi importante, impliquant encore bien souvent un accompagnement pour mettre en avant les critères de santé (MDPH, AAH, RQTH) qui viennent souvent s’ajouter aux autres problématiques (migration, transidentité, travail du sexe).

L’environnement communautaire fourni par Acceptess-T depuis déjà plusieurs années à la totalité de ses bénéficiaires s’est vu considérablement renforcé avec l’installation de l’association en 2016 dans un nouveau local de 120m<sup>2</sup> boulevard Barbès (75018). Cette surface aujourd’hui partagée en toute complémentarité avec les bénévoles de l’ARDHIS (Association pour la Reconnaissance du Droit des personnes Homosexuelles et Transsexuelles à l’Immigration et au Séjour) offre en effet l’opportunité de développer les différents volets du programme Qualité de Vie, Qualité des Soins (QVQS), financé par Sidaction depuis 2012. Ces activités de sensibilisation à des activités physiques et sportives adaptées aux personnes transgenres vivant avec le VIH ou, alternativement, organisées dans la mixité, s’accompagne, le cas échéant, de l’accès à un soutien psychologique. En 2016, des ateliers de yoga, de peinture ou encore de chant ont été organisés sur une base régulière, et sont venus enrichir cette offre jusqu’alors cantonnée aux séances de piscine et à l’entraînement des équipes de football et de volleyball pour les personnes transgenres. S’il reste difficile à mesurer, l’impact de cette dimension éminemment participative des activités quotidiennes au nouveau local de l’association s’accompagne indéniablement d’une dynamique conviviale proche de l’autosupport qui favorise, au travers du bien-être associé à ces moments collectifs de loisirs, la socialisation de nos bénéficiaires les plus isolées et leur confiance dans le dispositif global incarné par Acceptess-T. Par ailleurs, l’association s’efforce de prendre en compte et de répondre aux besoins des femmes transgenres incarcérées au quartier d’isolement de la maison d’arrêt de Fleury-Mérogis. Il s’agit d’entretenir, en collaboration avec le SPIP et les assistantes sociales, un lien avec les personnes détenues, de leur apporter un soutien psychologique et identitaire, à travers courriers et communications téléphoniques, de les aider à la création de projets pour la préparation de leurs sorties, de trouver des solutions d’hébergement après ou avant leurs libérations. A leur sortie, l’association les accompagne dans l’insertion sociale en les assistant dans leurs droits, en leur apportant un soutien psychologique, en les informant des moyens pour se débarrasser de l’addiction aux psychotropes qui, souvent, se déclare durant l’incarcération, et en les aidant dans leurs parcours de soin VIH et hépatites virales. Au même titre que la prise en compte et le traitement systématique des besoins en santé globale ou relatifs aux difficultés d’insertion sociale et d’accès au droit commun, ces approches ayant initialement pour objectif la Qualité de Vie et la Qualité de Soins contribuent directement à l’adhésion durable de nos bénéficiaires au projet associatif, certaines choisissant d’adhérer à Acceptess-T, et à l’intégration des enjeux actuels de lutte contre le VIH, émergeant autour de la prévention diversifiée et de la santé sexuelle pour les personnes transgenres à Paris et en région Ile-de-France.

## SPORT ATELIERS PISCINE



# Eaux Z'ons le Genre

Piscine ROUVET  
Paris

- 36 séances
- 111 personnes bénéficiaires
- 26 personnes venues pour la première fois
- une fréquentation plus importante des trans non précaires

- obtention d'un créneau permanent le samedi à 20h
- Médiatisation du projet
- Vernissage photos à la mairie du 18<sup>e</sup>, Paris.

- le projet assure un espace de convivialité et répond aux besoins spécifiques des communautés trans et leur entourage proche à Paris.

# Max K Pelgrims



17 - 20 mai 2016

**Mairie du 18<sup>ème</sup> Arrondissement, Paris**

Grand Hall

1 place Jules Joffrin

75018 PARIS

**Vernissage mardi 17 mai 2016, de 19h à 21h**

*Journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie*

+33(0)1 53 41 18 18

mairie18@paris.fr

**mardi-vendredi 8h30-17h**

[www.http://kpelgrims.free.fr](http://kpelgrims.free.fr)

[www.mairie18.paris.fr](http://www.mairie18.paris.fr)

[www.facebook.com/acceptess.transgenres](https://www.facebook.com/acceptess.transgenres)



relations presse

Olivier Bourgoïn / agence révélateur / [olivierbourgoïn@agencereveleateur.fr](mailto:olivierbourgoïn@agencereveleateur.fr) / +33 (0)6 53 77 93 68

Aline Weber / Directrice de la Communication, Mairie du 18<sup>ème</sup> / [aline.weber@paris.fr](mailto:aline.weber@paris.fr) / + 33 (0)1 53 41 17 91

*La piscine*

Max K Pelgrims

**Eaux Z’ons le Genre : Sport et citoyenneté trans à Paris**

Acceptess-T a été créée à Paris en juillet 2010 par des femmes transgenres migrantes qui ont décidé de se mobiliser contre les discriminations et les violences qu’elles subissent au quotidien. Depuis 2014, le projet SportTrans Citoyenneté repose sur la participation sportive de nombreuses personnes trans, souvent concernées par la migration, le travail sexuel, et vivant avec le VIH. Des jeunes hommes trans et d’autres personnes cisgenres sont venues les rejoindre et s’engager eux aussi dans l’association. Ce projet a été soutenu à l’origine par Sidaction, Des Voix Contre le Sida, FACIALTEAM et puis par l’Open Society Fondation et la mairie du 18<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Il a reçu en 2015 le Prix du Jury du Refuge et de l’Institut Randstad pour les « Initiatives contre la transphobie et l’homophobie ». Dans ce contexte, l’activité aquatique libre et conviviale **Eaux Z’ons le Genre** a été créée et développée par des personnes transidentitaires ou s’auto-définissant dans d’autres expressions de genre. Cette session de natation et de loisirs a lieu dans une piscine publique chaque semaine, animée par les éducateurs sportifs de l’association VIACTI.

Très tôt, il a été question de valoriser cette action et d’en construire la mémoire. La directrice de l’association, Giovanna Rincón, a confié le soin de suivre l’évènement par l’image à Christine Rougemont, réalisatrice, et à Max K Pelgrims, photographe-plasticien. Un premier volet photographique rend visible la diversité des parcours transgenres et celle d’autres publics désireux de pratiquer la natation dans un cadre respectueux et alternatif.

La Mairie du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris a choisi le 17 mai 2016, Journée Internationale de Lutte contre la Transphobie et l’Homophobie, pour présenter l’exposition photographique de Max K Pelgrims dans son grand hall.

**Acceptess-T**



«La piscine» © Max K Pelgrims



«La piscine» © Max K Pelgrims



«La piscine» © Max K Pelgrims

**La piscine**

**Max K Pelgrims**



«La piscine» © Max K Pelgrims

*« En tant que photographe, je collabore avec l'association Acceptess-T depuis 2012. Lorsque le projet piscine, « Eaux z'ons le genre » s'est mise en place, Giovanna Rincon directrice de l'association souhaitait mémoriser l'évènement.*



«La piscine» © Max K Pelgrims

*Je me suis rendu tous les mercredis lors du créneau horaire prévu (18H. / 20H.) à la piscine des Amiraux dans le 18ème arrondissement à Paris pour faire des photos.*

*Dans le bleu - vert de l'eau des hommes et des femmes se baignent. Des personnes nagent dans les couloirs le long des chaînes de flotteurs, d'autres jouent et d'autres pratiquent de l'aquagym avec un coach, sans distinction d'âge, d'origine, de genre, de sexualité. Certaines, certains, n'étaient pas allés à la piscine depuis une trentaine d'années. J'entends des rires, et le son aquatique de l'effort. Tous les états du corps sont visibles et admissibles dans ce contexte. Je vois de l'amour, de l'amitié...de l'émotion.*

*Toutes et tous partagent la même joie enfantine de vivre et le bonheur d'être là.*

*Nous étions entourés de liquide avant notre naissance. A croire que l'eau permet toujours ce bien être et cette douceur, contrairement au quotidien parfois hostile que vivent hommes et femmes transgenres.*

*J'espère que lors de ce face à face photographique, le spectateur se laissera porter par ces instants d'innocence. »*

**Max K Pelgrims**



«La piscine» © Max K Pelgrims

**OUTRANS, ACCEPTESS-T, ET LA FSGL**  
présentent

# CHARTRE SPORT & TRANS

LA PRÉSENTE CHARTRE, SIGNÉE APRÈS DÉLIBÉRATION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION OU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE  
L'ASSOCIATION OU DU CLUB SPORTIF CI-APRÈS :

**A POUR OBJECTIF DE FACILITER ET PROMOUVOIR L'INCLUSION  
DES PERSONNES TRANS ET DE FAVORISER LEUR PRATIQUE SPORTIVE.**

Cette chartre vise également à faire connaître les besoins spécifiques des personnes trans auprès des autorités sportives, des structures fédérales, des organisateurs d'événements et des responsables associatifs.

L'objectif de cette chartre est d'inclure les personnes trans et de prendre en compte leurs désirs, leurs besoins et leurs particularités individuelles.

**L'ASSOCIATION SIGNATAIRE DE CETTE CHARTRE S'ENGAGE AINSI À :**

- 1. Soigner son langage :** utiliser autant que possible des termes neutres pour s'adresser à un groupe ou à une personne inconnue ; respecter les préférences de genre, de nom et de civilité de chaque participant-e.
- 2. Dialoguer :** si une personne transitoire au sein du club, il convient de lui demander comment elle souhaiterait être accompagnée et de décider de tout aménagement avec, et non pour elle.
- 3. Inclure :** tout mettre en œuvre pour inclure les personnes trans, tout âge confondu, que la personne soit en mesure de jouer dans l'équipe de son choix ou qu'elle soit contrainte de continuer à jouer dans l'équipe correspondant à son genre assigné.
- 4. Prendre des dispositions dans la mesure du possible :** si le club intègre des toilettes, des vestiaires ou des douches, garantir que l'intimité de chacun-e soit préservée dans les espaces concernés.
- 5. Laisser la personne faire ses propres choix :** partir du principe que chacun-e choisit les toilettes/douches/vestiaires qui lui correspondent et accepter qu'on ne peut déterminer le genre d'une personne sur la base de sa seule apparence.
- 6. Mettre à jour :** modifier documents et dossiers dans les meilleurs délais, sans faire de complications.
- 7. Communiquer :** faire valoir ses pratiques inclusives – sur le site de l'association, dans son affichage, dans ses programmes...
- 8. Combattre :** les stéréotypes et les normes de genre.
- 9. Remettre en cause :** prendre au sérieux toute remarque (« vanne ») ou attitude sexiste, transphobe, biphobe, lesbophobe ou homophobe et prévoir un dispositif disciplinaire en conséquence.

La FSGL s'engage par ailleurs à assurer soutien, formation et rencontres régulières entre les associations sportives, les associations trans et les autorités fédérales à chaque fois que les situations le nécessiteront.

**OUTRANS**

**ACCEPTESS-T**  
Les clubs des Trans - C'est maintenant!

**FSGL**  
Fédération Française des Sports de Lutte  
Fédération des sports combattifs

## ATELIERS YOGA



- 36 ateliers gratuits
- une atelier hebdomadaire
- groupes de max. 10 personnes
- bonne fréquentation
- technique de relaxation adaptée
- un espace de convivialité

## ACCOMPAGNEMENT SOCIAL GLOBAL

### Accompagnement à l’accès aux droits sociaux

Comme les années précédentes, on note que le parcours migratoire, l’obstacle de la langue et en particulier du langage administratif, ainsi que l’infection par le VIH, font de la population Trans une population précaire et précarisée, qui rencontre des difficultés à accéder aux soins et aussi à entrer dans un parcours de santé nécessaire à la prise en charge globale de leur personne.

Les permanent-e-s d’Acceptess-T ont donc continué en 2016 à accompagner les personnes Trans dans le montage des dossiers administratifs afin de bénéficier de prestations sociales en lien avec leurs problèmes de santé :

Aide Médicale d’Etat	165
PASS	32
Couverture Médicale Universelle / Complémentaire	225
Demande d’aide supplémentaire CPAM	12
Aide pour complémentaire	25
Aide à l’activation de l’espace Amélie	16
Solidarité Transport	48
<b>INTERVENTIONS</b>	<b>523</b>

En 2016, le traitement administratif des dossiers de santé est devenu de plus en plus complexe. Les délais ont donc été allongés pour l’accès à la couverture sociale, inscrivant dans la durée les situations d’exposition et de vulnérabilité ou la persistance de cas complexes, cumulant les difficultés potentiellement urgentes de santé et alourdissant la logistique de prise en charge propre à ce projet d’accompagnement global. Ceci oblige en permanence les intervenantes de l’équipe à communiquer par écrit avec les services de la CPAM pour éviter les ruptures de droit et soins ; cette situation génère aussi une part de travail administratif extrêmement lourde et importante, au détriment de la qualité relationnelle des suivis et accompagnements, ou alternativement, d’une réponse de qualité au plus grand nombre. Les demandes de domiciliation ayant encore augmenté.

## L'Accompagnement social

Alors que l'association s'adresse à des publics très marginalisés et discriminés à bien des titres, son travail d'accompagnement et de constitution des demandes d'aides sociales diverses, bien souvent inconnues des bénéficiaires, est constant et a continué d'être renforcé en 2016.

Accès aux Droits Aides Ville de Paris	24
APL	44
AAH	66
RSA	15
ASPA	3
Carte Solidarite Transports	48
Passe Navigo	78
Aide juridictionnelle	22
Dégrèvement taxe habitation	4
Dégrèvement redevance audiovisuelle	0
Declaration d'impots	380
<b>Total Interventions</b>	<b>684</b>

## Hébergement

Les demandes d'aide au logement, ou d'accès à un logement social, concernent une grande partie de la file active, mais qui reste néanmoins difficile à suivre dans la durée. Elles impliquent de la part de l'équipe une très grande souplesse, même s'il est envisagé dans de nombreux cas de les intégrer progressivement à celles déjà adressées à la Plateforme Inter-associative Logement Sida (PILS). Grâce à cette dernière, 2 personnes ont été relogées cette année.

Demande logement social/renouvellement demande	62
Personnes orientées vers le 115	38
Dossiers de demande en ACT (appartement de coordination thérapeutique)	6
Aide à l'obtention d'un logement dans le parc privé (non « marchand de sommeil »)	11
Personnes ayant été hébergées par solidarité( à titre gracieux)	68
Aide à l'obtention d'une chambre d'hôtel (non « marchand de sommeil »)	42
Personnes inscrites à la PILS	8
Personnes relogées par la PILS	2
<b>Total dossiers traités</b>	<b>237</b>

## Le soutien juridique

Plus que les années précédentes, il apparaît en 2016 que le maintien dans les soins est conditionné par l'obtention d'un titre de séjour. Le traitement des demandes, notamment dans le cas des bénéficiaires primo-arrivantes, est cependant de plus en plus complexe, le renouvellement du titre de séjour des personnes présentes sur le territoire depuis de nombreuses années étant moins évident, ce qui entrave la continuité dans les soins et va même jusqu'à occasionner une régression des droits et des interruptions de soins. C'est dans ce contexte que le soutien juridique prend tout son sens, en particulier lorsqu'il fait l'objet d'un accompagnement par les médiatrices de l'équipe qui aident en permanence au montage des dossiers. Nous sommes de plus en plus en difficulté pour pouvoir assurer un accompagnement aux victimes de discriminations.

Premieres demandes de régularisation	24
Obtention de récépissé (renouvellement carte de séjours temporaires )	88
Carte de séjour temporaire	55
Carte de résidant	21
Demande d'asile	21
PACS	4
Mariages	3
OQTF	7
Nationalités	4
Personnes accompagnées porter plainte (victimes des discriminations)	9
<b>Total dossiers traités</b>	<b>236</b>

## L'insertion professionnelle

### *Accompagnement avec critères de santé*

En tenant compte des difficultés déjà évoquées pour accéder aux droits et à la couverture sociale, l'association soutient activement les demandes d'accès à un emploi alternatif à la prostitution, y compris avec « critères de santé » impliquant un statut RQTH (acquis, demande-en cours ou envisagée).

Inscription/réinscription demandeur d'emploi	106
Aidé à la creation et la gestion de l'espace personnel Pôle Emploi	26
Inscrites et suivies par le CAP	32
Correspondance avec le Pôle Emploi	17
Rédaction CV	98
Rédaction Lettres de motivation	45
Recherche offres	20
Formation	20
Correspond. Avec l'employeur	19
Attestation de ressources CAF	32

Actualisation situation CAF	185
Correspond. Retraite	9
Correspondance avec MDPH	29
Demande AAH	66
Demande RQTH	3
<b>Total Interventions</b>	<b>707</b>

### *Accompagnements avec d'autres critères*

L'accompagnement à l'insertion par l'emploi a aussi été proposé en 2015 aux autres usagers non concernés par une problématique santé. On note néanmoins que ces bénéficiaires sont moins nombreux que les autres années, ce qui indique un recentrage plus grand du projet sur le VIH, risques et vulnérabilités associés.

Inscription/reinscription demandeur d'emploi	14
Correspond. Pôle Emploi	5
Rédaction CV	9
Rédaction lettres de motivation	8
Recherche offre emploi	1
Inscription aux formations	2
Correspond. Avec l'employeur	1
Attestation de ressource CAF	2
Actualisation situation CAF	4
Correspond. Retraite	1
Demande de RSA	2
<b>Total interventions</b>	<b>49</b>

### **Les Aides Directes de Solidarité Sida**

ACCEPTESS-T bénéficie d'un financement de Solidarité Sida pour aider les Trans les plus démunis à payer des timbres fiscaux requis pour l'obtention et le renouvellement d'une carte de séjour, mais aussi à s'alimenter, se déplacer, envoyer des courriers, dans des cas de grande précarité.

En 2015, Solidarité SIDA nous a accordé un soutien financier de 7500 euros destinés aux « Aides Directes ». Les aides alimentaires et celles concernant les dettes relatives au maintien dans un logement sont importantes, ce qui signale la tendance marquée à la précarisation de notre public de femmes transgenres, y compris chez des bénéficiaires déjà connues et fidèles au local. A titre d'exemple, les revenus liés au travail du sexe qui assuraient une certaine autonomie en matière de logement sont aujourd'hui menacés, et les difficultés d'accès à un emploi alternatif pour nos bénéficiaires semblent principalement en cause dans la dégradation de leurs conditions de vie économique et sociale. Nous accordons ces aides aux usagers dont les ressources sont soit nulles, soit très faibles (RSA) ou soit interrompus (lors des demandes de renouvellement de séjour, interruption versements CAF...)

Aide alimentaire / chèques de service	4500€
Transport	900€
Régularisation	1500€
Frais de santé	100€
Dettes / maintien dans le logement	2500€
Autres	€
<b>Total aides distribuées</b>	<b>9500€</b>

### **Les actions globales de médiation d'accompagnement physique, d'interprétariat et d'aide à la préparation des dossiers**

En 2016, le travail associé à ce projet d'accompagnement global a été très intense, marqué par les solutions concrètes et rapides à apporter souvent dans l'urgence de santé ou liée au VIH chez nos bénéficiaires. Etant donné l'augmentation de la file active globale, les demandes d'intervention par la médiation ont extrêmement augmenté, obligeant l'équipe à s'adapter pour pouvoir continuer à offrir un accompagnement efficace aux personnes les plus dans le besoin. Cela explique, en la présence d'une seule médiatrice dédiée à ce projet d'accompagnement global, la baisse légère dans le nombre des prises en charge, à mettre au compte d'une concentration sur la qualité des suivis dans les cas les plus problématiques. Par ailleurs, de nombreuses démarches non comptabilisées ici ont pu être menées à terme par l'intervention des bénévoles ainsi que par la rédaction de courriers au local ou encore par des appels téléphoniques, tout en respectant les conditions requises de confidentialité.

MDPAH	30
Interprétation services médicaux ville de Paris	20
CPAM DE PARIS 19	105
MAIRIES DE PARIS (18 <sup>e</sup> , 10 <sup>e</sup> , 19 <sup>e</sup> ) services ASVDP, HLM, Etat civil,	122
Prefecture de police	260
Avocats et juristes	25
Pharmacies de ville et hospitalières	105
Services d'impôts	125
CAF	51
Accompagnement dépôt de plainte	7
<b>Total Interventions</b>	<b>850</b>

## ACCOMPAGNEMENT À LA PRÉPARATION DES DOSSIERS

La non-maîtrise de la langue française rend le plus souvent difficile la compréhension des documents administratifs. C'est pourquoi l'association accompagne ses usager-ère-s dans le montage de leurs dossiers pour les demandes de papiers.

Régularisation administrative	Renouvellement titre de séjour	Demande d'asile	Recours OQTF
28	82	2	5

## COURS DE FRANÇAIS

42 personnes ont été aidées pour l'inscription à des cours de français

- 31 femmes trans
- 3 hommes trans
- 7 hommes cisgenres
- 1 femme cisgenre

- cours municipaux pour adultes de la Ville de Paris
- Greta
- Alliance Française

## CONCLUSION ET PRECONISATIONS

L’évolution la plus significative des actions menées par Acceptess-T en 2016 coïncide avec l’émergence d’une offre en prévention diversifiée du VIH et l’avènement d’une politique publique de promotion de la santé sexuelle. Ces orientations ont d’emblée été saisies par l’association comme une opportunité pour consolider encore ses liens communautaires déjà étroits avec l’une des populations-clefs dans la lutte contre l’épidémie du VIH/sida. En effet, le déménagement dans un local plus vaste et bien mieux adapté à son intervention quotidienne s’est accompagné de la mise en œuvre du projet de Renforcement des parcours de santé des personnes transgenres confrontées au VIH/sida et aux IST, soutenu financièrement par l’ARS IDF.

La mise en place d’un tel dispositif s’est structurée autour de plusieurs permanences hebdomadaires inscrivant l’action communautaire au sein du local associatif dans la continuité des instances de prévention et soins hospitalières (SMIT et CeGIDD du CHU Bichat en particulier). Elle a notamment permis de stabiliser un ensemble de données de synthèse sur les personnes transgenres les plus exposées au VIH, à savoir les femmes trans migrantes le plus souvent actives dans le travail du sexe à Paris et dans sa région. En l’occurrence, l’année 2016 a nettement confirmé la venue massive de primo-arrivantes au local d’Acceptess-T lors d’un premier contact à l’une des permanences. De ce point de vue, on peut donc dire que l’association est devenue en quelques mois un véritable observatoire de cette population particulièrement fragile et exposée à des risques multiples et de ses besoins les plus saillants en matière de santé et d’accès aux soins. La poursuite des Tests Rapides d’Orientation Diagnostique (TRODs) réalisés dans les locaux en partenariat avec l’antenne locale de l’association AIDES constitue à elle seule un indicateur susceptible de renseigner non seulement la prévalence au VIH dans cette population, mais la place effective d’Acceptess-T dans la cascade épidémiologique et de soins du VIH, et par conséquent, de penser la nécessaire réduction des délais dans l’accès aux différents outils et services disponibles de la prévention à la prise en charge. En l’espèce, l’expertise de l’association a très tôt consisté à souligner l’importance de la première pour la seconde, ou en d’autres termes, le rôle essentiel de l’accès aux droits dans la réduction des risques dans le contexte de vulnérabilités et de discriminations multiples caractéristique de la majorité des situations rencontrées par la majorité des bénéficiaires de son intervention.

De ce point de vue, Acceptess-T a continué en 2016 à dresser, sur la base d’un enregistrement de données populationnelles devenues plus systématique, le portrait d’une situation ayant somme toute peu évolué au fil du temps pour les femmes trans migrantes actives dans le travail du sexe accueillies quotidiennement lors de ses permanences au local du 39bis, Boulevard Barbès ou dans les services partenaires du CHU Bichat. L’équipe est même en mesure d’observer directement les multiples effets d’aggravation des conditions de vie et de santé de ses bénéficiaires induits par la loi de « lutte contre le système prostitutionnel », et ce en particulier depuis l’entrée en vigueur de la pénalisation des clients de la prostitution le 13 avril 2016. Si l’analyse qualitative fait ressortir les conditions optimales d’une orientation réussie, y compris pour l’accès et le maintien sous Prophylaxie Pré-Exposition (PreP) qui se sont développés au local cette année, il n’en reste pas moins que l’intense travail de médiation assuré par l’équipe se heurte à une série d’indicateurs de la fragilité croissante de la prévention ou de l’observance aux traitements sur fond de précarisation encore aggravée par la pénurie de ressources liées au travail du sexe, rendu

toujours plus clandestin dans ces conditions. Si d’une part, la venue au local de nombreuses femmes trans primo-arrivantes constitue l’opportunité objective d’un premier accès aux informations et outils de la prévention diversifiée et de la santé sexuelle (Autotests, TRODS, Préservatifs, Lubrifiants, TPE, TasP, PreP), l’observation des personnes déjà suivies ne manque pas de faire apparaître des disparités dans l’adhésion ou l’observance aux traitements, ou dans le maintien des protections effectives contre le VIH dans la durée. L’une des préconisations majeures d’Acceptess-T pour 2017 concerne donc la cohérence des politiques publiques dans leur volonté simultanée de lutter contre le « système prostitutionnel » et de promouvoir des objectifs de santé, et en particulier de prévention du VIH.

Le travail mené par l’association permet en effet de dire le paradoxe d’une double et impossible injonction : le gage d’une sortie de la prostitution qui s’impose peu à peu aux plus fragiles des bénéficiaires de l’action et le maintien d’une approche en termes de santé et de réduction des risques. Les résultats de l’année 2016 permettent d’anticiper les effets déjà dévastateurs d’une telle contradiction d’Etat. De toute évidence, l’obtention d’un titre de séjour pour motif de santé a toujours constitué pour les plus exposées la clef de leur insertion progressive et concrète dans la société d’accueil, et par extension un bénéfice majeur dans la lutte contre le VIH, ce dont atteste l’évaluation continue de nos interventions depuis des années, et un nombre toujours croissant d’études à l’international. Il en va tout autrement d’un contrat coercitif qui réduirait la condition du séjour et d’obtention d’un récépissé à l’engagement de renoncer à la prostitution : irréalisable au regard du diagnostic socioéconomique qui ressort encore cette année de nos données, ce glissement dans les motifs de la « protection » à accorder aux femmes trans migrantes concernées par le travail du sexe est très préoccupant. Acceptess-T considère qu’il institue en creux un délit de « récidive » susceptible de les éloigner encore plus du droit commun, et de rendre simultanément leur clandestinité nécessaire et leur insertion illusoire. En l’occurrence, on observe déjà sur le terrain de nos actions auprès de cette population-clef dans la lutte contre le VIH, que l’entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions légales a un effet amplificateur de ses multiples vulnérabilités. Qu’il s’agisse d’interruption dans les parcours de soin, voire de séroconversion chez des personnes déjà suivies à l’association, ou encore d’une généralisation notable dans l’abandon des plaintes pour viol ou violences, les conséquences immédiates de la nouvelle loi sont donc très alarmantes.

En l’occurrence, elles sont susceptibles d’affecter directement la majorité des personnes déjà suivies à l’association dont la file active s’élève à 695 en 2016, et dont l’accompagnement social intense passe encore le plus souvent par une aide à l’obtention d’un titre de séjour toujours essentielle dans le renforcement de leur parcours de santé. Ce constat est d’autant plus préoccupant pour le nombre de plus en plus important lors des permanences au local de femmes transgenres primo-arrivantes et de jeunes HSH issus des mêmes communautés concernées par le travail du sexe à Paris. Particulièrement vulnérables et très peu informées des nouveaux outils de prévention diversifiée et de santé sexuelle, ces catégories de publics-clefs dans la lutte contre l’épidémie doivent aujourd’hui voir leurs efforts d’insertion sociale et la lutte contre les discriminations multiples qu’ils subissent plus que jamais soutenus dans la durée. Plutôt que de voir le renforcement des contraintes pesant sur l’exercice du travail sexuel aggraver leur clandestinité et leur mobilité en région et à l’échelle interurbaine de cette partie de l’Europe, l’orientation des actions en santé publique gagnerait donc à considérer les formes de soutien administratif et social comme un indispensable préalable à leur entrée et maintien renforcés dans

un parcours de prévention et de soin désormais balisés par des outils dont l'accès et l'efficacité au long cours ne peuvent être garantis dans les conditions actuelles. Au durcissement de la législation actuelle contre le système prostitutionnel déjà évoqué, s'ajoute dernièrement un possible refus d'octroi des titres de séjour pour raison de santé, et en particulier le VIH, au motif que les traitements antirétroviraux sont devenus disponibles dans certains pays d'origine. Pour ne prendre que l'exemple du Brésil, qui entre dans ce cas de figure et dont on a vu qu'une large part de la file active d'Acceptess-T était originaire, il s'agit pourtant du pays où les meurtres de personnes transgenres sont actuellement les plus fréquents dans le monde. Un tel constat est d'ailleurs à mettre en relation avec l'ensemble des violences transphobes et homophobes dont sont potentiellement victimes les publics reçus au local, par ailleurs partagé depuis 2016 avec l'Association pour la Reconnaissance des Droits des personnes Homosexuelles et transsexuelles à l'Immigration et au Séjour (ARDHIS).

Dans un contexte de vulnérabilités multiples, et d'exposition accrue par la force publique à la clandestinité et à la violence, Acceptess-T insiste sur l'interdisciplinarité des moyens à mettre en œuvre pour ne pas aggraver encore le stigmatisé et les risques multiples qui font le quotidien des publics auxquels elle s'adresse : depuis l'impact de la suppression de la Carte Solidarité Transport IDF pour les titulaires de la CMU et, par conséquent, sur les personnes transgenres vivant avec le VIH déjà précarisées, aux difficultés à promouvoir les nouveaux outils de la prévention diversifiée dans cette population chaque jour plus précarisée par les lois récentes sur le travail sexuel, en passant par les interruptions de droits sociaux et leurs effets délétères sur l'observance aux antirétroviraux et plus globalement à un suivi médical, il est de la toute première urgence de penser pour les bénéficiaires de l'association une stratégie concertée de réduction des risques et, simultanément, de capacitation renforcée des initiatives communautaires de médiation comme celle que nous proposons.

## **Retour sur les observations réalisées au sein d’ACCEPTESS-T**

Dans le cadre d’une recherche doctorale en sociologie initiée en 2015 – réalisée sous la direction de Nicolas Dodier<sup>4</sup>, celle-ci bénéficie du soutien financier de la région Ile-de-France<sup>5</sup> – portant sur les tensions engendrées par la prise en charge médicale de la transidentité, j’ai été amené à rencontrer l’association ACCEPTESS-T<sup>6</sup>. Plus précisément, ce travail de thèse consiste à mieux comprendre la nature des relations, voire des conflits, qui se sont noués et qui se déploient encore aujourd’hui entre associations de personnes trans’ et professionnels de soins.

Cette recherche s’inscrit dans une démarche qualitative et se propose de « suivre » ces différentes catégories d’acteurs au plus près de leurs activités pratiques et discursives afin d’identifier les raisons qui les poussent à souhaiter conserver, réformer ou contester les parcours de soin et, en conséquence, mieux rendre compte des lignes de forces qui se déploient autour de la question de la gestion médicale de la transidentité. C’est dans cet objectif initial que j’ai alors pris contact avec l’association ACCEPTESS-T. Le but consistait notamment à réaliser des observations au sein de l’association pour mieux comprendre son fonctionnement, les missions qu’elle remplit pour ses usagers, ainsi que les manières qu’elle a de se positionner vis-à-vis des politiques publiques.

Après bientôt près de deux ans d’investigation, il ressort de cette première période d’enquête qu’ACCEPTESS-T est une association à part dans le militantisme trans’. En effet, la structure bénéficie d’une reconnaissance institutionnelle assez large ; elle est « professionnelle » au sens où elle dispose d’un local autonome et comprend plusieurs personnes salariées ; mais surtout, l’association ne focalise pas son action uniquement autour de la question trans’. En fait, ACCEPTESS-T situe ses actions au carrefour de plusieurs mouvements et luttes sociales puisqu’elle s’adresse majoritairement à des personnes trans’, migrantes, travailleuses du sexe et vivant bien souvent avec le VIH.

Quatre points peuvent être mis en exergue dans ce retour sur observation : tout d’abord, ACCEPTESS-T doit être pensée comme une association *partenaire* de soin ; ensuite, elle fait figure de passerelle d’insertion sociale pour les personnes trans’ migrantes ; troisièmement, il s’agit d’un espace de collaboration dans lequel se co-construit une expertise *hybride* ; enfin, la structure constitue un espace de sociabilité important.

---

<sup>4</sup> Nicolas Dodier est sociologue à l’Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) et membre du Centre d’Etude sur les Mouvements Sociaux (CEMS).

<sup>5</sup> Il s’agit d’une allocation de recherche qui s’inscrit de la cadre des Domaines d’Intérêts Majeurs.

<sup>6</sup> Actions Concrètes Conciliant Education Prévention Travail Equité Santé Sport pour les Transgenres.

**Une association partenaire de soin :**

ACCEPTESS-T est une association de santé communautaire tournée vers les personnes trans’, travailleur-ses du sexe et migrantes. Les problématiques que gère l’association sont essentiellement centrées autour de la santé sexuelle. Dans cette optique, il s’agit d’accompagner les personnes vivant avec, ou particulièrement exposées au VIH ou à d’autres maladies sexuellement transmissibles dans leurs soins, de les orienter vers les services adéquats, et de les « suivre » afin de s’assurer du bon déroulement du traitement. A côté de cette mission d’accompagnement thérapeutique, l’association mène des campagnes de prévention auprès de son public cible et tente de sensibiliser, de conscientiser les individus exposés à de multiples facteurs de risque à la vulnérabilité de leur corps.

Aussi, la santé joue un rôle central dans le travail de l’association. Cette prépondérance accordée à la prévention et au soin se matérialise aussi bien physiquement que dans l’organisation temporelle des tâches hebdomadaires. En effet, deux jours par semaine sont presque exclusivement consacrés au suivi et à la gestion de la santé des populations qui viennent au local : le lundi lors des « évaluations » et le mardi lors de l’accompagnement à l’hôpital.

Le lundi de 10h à 18h a lieu une permanence consacrée aux « évaluations ». Lors de ces entretiens, l’association fait un premier repérage de l’état de santé général des primo-arrivant-e-s (santé sexuelle, santé psychique, santé sociale). La durée de ces entretiens est variable en fonction des cas et de la singularité des problématiques rencontrées. Ces évaluations ont lieu dans le bureau de l’association, à porte close, et elles sont menées par deux membres d’ACCEPTESS-T : la directrice et une salariée qui est également cofondatrice de la structure. Une fois les principes de non jugement et de confidentialité rappelés, l’échange se fait généralement dans la langue d’origine de l’usager, espagnol ou portugais le plus souvent, cela pour des raisons pratiques mais aussi pour établir plus facilement une relation de confiance et faciliter le dialogue. Par ailleurs, salariés et bénévoles ont connu ou connaissent encore des parcours relativement similaires avec les usagers de l’association. Le partage d’un stock commun de connaissances pratiques, de savoir, le partage d’expérience mais aussi le déroulement de l’échange sur la base d’un vocabulaire commun et affinitaire garantit le bon déroulement et la qualité de la rencontre. En effet, partant du principe que les populations minorisées et dites à risques connaissent des difficultés à établir véritablement des relations de confiance avec les professionnels, la conduite de l’évaluation dans un registre plus communautaire permet à l’association d’identifier des problématiques qui, sans elle, resteraient obscures aux professionnels.

Bien souvent l'entretien est conduit par la directrice et les points abordés sont d'ordre divers. Ils concernent aussi bien le parcours migratoire que l'identification personnelle, mais aussi les pratiques sexuelles de la personne, son vécu prostitutionnel ainsi que son statut sérologique. Une fois cet examen réalisé, un test de dépistage rapide (TROD) est effectué afin de déterminer une éventuelle séropositivité ou d'identifier la présence d'hépatites.

Ces évaluations répondent à quatre objectifs : d'abord, elles ont pour but d'accélérer l'introduction des usagers dans les parcours de soin en faisant un premier repérage des besoins de la personne et en donnant de premiers indicateurs aux professionnels de soin qui prendront en charge le dossier. Ensuite, elles permettent à l'association de constituer une base de données et ainsi de faire des observations statistiques sur l'état général de sa file active. Troisièmement, c'est un moment d'éducation thérapeutique. En effet, lors de ces entretiens, l'association traduit en langage simple les propos médicaux, elle explique le déroulement et le fonctionnement des ou de la maladie en présence, ainsi que les moyens pour se protéger et limiter d'éventuelles contaminations. Enfin, pour les personnes déjà prises en charge par l'association, c'est un moyen de s'assurer du bon déroulement du traitement, cela dans un contexte de précarité et de mobilité particulièrement élevé.

Le travail engagé le lundi se poursuit le mardi où les usagers viennent à l'hôpital Bichat. Sur les lieux se trouve un membre de l'association qui fait le lien entre l'utilisateur, l'association et l'hôpital. Sa fonction va être de traduire les échanges entre médecins et patients et d'accompagner ces derniers dans les services de soin : à l'accueil, au secrétariat – afin de bénéficier d'un remboursement de la sécurité sociale –, parfois à la consultation et à la pharmacie. Ici encore, l'éducation thérapeutique se poursuit puisqu'il s'agit d'aider l'utilisateur à se mouvoir dans un espace spécifique (l'hôpital), d'en comprendre les codes, les normes, les particularités, pour qu'à terme, il puisse de lui-même circuler au sein des différents dispositifs composant son parcours de soin.

En plus de ces évaluations et de ce travail de médiation, ACCEPTESS-T accorde une place importante au sport. L'association comprend une équipe de volley-ball et propose sur une base hebdomadaire plusieurs sorties à la piscine. Des cours de yoga sont également proposés les lundis. Toujours le lundi, un suivi psychologique est enfin proposé aux usagers de l'association.

Les travaux sociologiques sur les associations de santé ont défini trois modèles d'engagement en fonction des missions, du rôle qu'elles remplissent pour leurs usagers et en fonction des types de relation que nouent ces structures avec le domaine médical.

Le premier type d’association, les associations *auxiliaires* de soin, ont comme caractéristique d’être dans un rapport de délégation vis-à-vis du corps soignant. Ces associations reprennent et appliquent les préconisations médicales sans prendre part directement au travail de soin. Il s’agit essentiellement d’espaces où les expériences de la maladie sont partagées entre pairs et où l’objectif est d’apprendre à vivre avec telle ou telle pathologie.

Les associations *opposantes*, un second type d’association, luttent quant à elles contre le pouvoir médical. La médecine y est pensée comme un système de domination et le but de ces associations est de sortir du joug du médecin considéré comme incompetent, non-expert voire au service de l’ordre moral et symbolique.

Le troisième type, les associations *partenaires* de soin, sont quant à elle – à des degrés divers – intégrées aux dispositifs médicaux. Elles développent des expertises reconnues par le corps médical et participent à l’amélioration des prises en charge. ACCEPTESS-T semble correspondre à ce modèle. En effet, l’association jouit d’une reconnaissance certaine, que ce soit de la part d’autres associations qui y orientent certains de leurs adhérents – notamment sur la question du travail du sexe et du VIH – ou bien de la part des professionnels de soin. Au CHU Bichat, ACCEPTESS-T fait partie intégrante du Service des Maladies Infectieuses et Tropicales. L’association participe à la mise en place et à l’amélioration des offres de soin en faisant valoir une expertise issue du terrain, développée à proximité des patients. En ce sens, ACCEPTESS-T représente un pont entre deux mondes qui, sans elle, ne se rejoignent pas toujours. Elle intègre au sein du monde médical les expériences des patients et sensibilise les professionnels aux spécificités de cette population ; elle éduque les personnes trans’ migrantes travailleuses du sexe à la santé et les aide à prendre soin de leur corps.

### **Une passerelle d’insertion :**

Il serait toutefois réducteur de ne considérer que cet aspect du travail que réalise l’association. En effet, ACCEPTESS-T, étant donné les publics qui la côtoient ainsi qu’en raison des missions qu’elle se donne, répond également à des impératifs liés au travail (par exemple, lors de demandes de formation ou de recherche d’emploi) ; à la migration (l’association aide ses usagers dans leurs démarches de régularisation) ; au logement (elle aide les usagers dans la recherche d’hébergement, accompagne la préparation des dossiers ou bien fournit une adresse de domiciliation à ceux qui en ont besoin) ; et à l’intégration sociale (par le biais de cours de langue française, notamment).

Bien que cette dimension n’ait pas encore été suffisamment investie dans cette enquête, il apparaît qu’ACCEPTESS-T accompagne ses usagers dans leur processus d’insertion. Certaines activités de l’association sont ainsi dédiées à l’accompagnement et au suivi administratif des personnes. Un salarié, par exemple, aide les usagers dans la constitution

de leurs dossiers administratifs – pour des demandes d’aides sociales notamment – ; une autre les accompagne à la Préfecture pour les orienter et les soutenir lors des demandes de cartes de séjour et de régularisation ; pour certains cas, l’association apprend aux personnes à gérer leurs factures, à faire les changements d’adresse, etc. Il est également possible pour les adhérents de suivre des cours de langue française, cela dans le but de leur permettre de se mouvoir dans l’espace social local et de sortir d’un potentiel isolement. Enfin, une permanence juridique a lieu tous les samedis.

Comme pour le cas de la santé, l’accompagnement bureaucratique, administratif et juridique des adhérents est pensé sur le mode de l’éducation. Il ne s’agit pas pour l’association de faire les choses à la place des usagers, mais de les aider dans leurs démarches afin qu’ils puissent à terme pourvoir eux-mêmes à ces obligations.

Cette centralité de l’éducation, qu’elle soit thérapeutique ou administrative, s’explique par la grande importance qu’attribue l’association à la notion d’autonomie. En effet, l’association ne se donne pas pour mission d’accompagner indéfiniment ces adhérents sur le modèle de l’assistantat. Au contraire, il s’agit pour ACCEPTESS-T de restituer leur autonomie à des individus précarisés, marginalisés, discriminés et bien souvent en situation de non-droit. Faisant de cette exclusion le moteur explicatif des injustices et des dommages subis par les personnes trans’ migrantes, l’association lutte activement pour l’accès à la citoyenneté du public qu’elle vise. Ces actions peuvent être collectives, comme par exemple lors de manifestations, mais aussi individualisées. Dans ce cas de figure, il va s’agir d’accompagner directement les individus dans l’acquisition de leurs droits, et c’est ici la justice qui est support de l’action (par exemple une permanence juridique a lieu les samedis, ou encore lors de litiges, l’association va accompagner les adhérents dans la constitution de leur dossier). Aussi, l’accompagnement qu’offre l’association se pense toujours comme un moment transitoire qui vise à responsabiliser, à restituer aux individus leurs capacités d’actions et leur citoyenneté.

### **Un espace de collaboration :**

ACCEPTESS-T est, troisièmement, une association particulièrement ouverte. En effet, loin d’être enclavée, la structure a construit des partenariats avec une pluralité d’acteurs. Croisant des domaines d’activités assez divers (accompagnement thérapeutique, aide à l’insertion sociale, militantisme politique) sur des problématiques variées (migration, transidentité, VIH, rapports de classe), il semble nécessaire à l’association de collaborer avec d’autres instances – qu’elles soient institutionnelles, publiques, professionnelles ou associatives. Par exemple, elle coopère avec plusieurs associations (l’ARDHIS, le STRASS, AIDES, ARCAT, Le Refuge, Basiliade, etc.), et elle est membre de collectifs interassociatifs : comme le Collectif EXISTRANS ou encore la Fédération Trans’ et Intersexe.

L’ensemble de ces collaborations répond à des exigences pratiques. En effet, elles garantissent un accompagnement global de qualité aux publics concernés puisqu’elles permettent un jeu de renvoi mutuel en fonction des singularités individuelles et des limites de chaque structure associative dans une logique de complémentarité. Par ailleurs, la collaboration offre à l’association d’étendre ses champs d’actions, de maintenir voire diversifier ses services et de capter davantage de bénéficiaires potentiels.

Ensuite, ACCEPTESS-T, comme d’autres structures associatives de santé communautaire, agit comme un *catalyseur d’expérience* : elle accumule des fragments de vies et, après un travail de synthèse, déploie des actions de sensibilisation, interpelle les pouvoirs publics ainsi que les professionnels de soin, lance des alertes sur les effets pervers de certaines décisions politiques – par exemple la loi de pénalisation des clients comme source de dégradations des conditions sanitaires pour les personnes travailleuses du sexe.

Toutefois, cette production interne de connaissances ne signifie pas, pour ACCEPTESS-T, un rejet des expertises externes. En effet, contre une vision dualiste des savoirs où il y aurait d’une côté les experts « par profession » et de l’autre les experts « par appartenance », l’association invite à la mutualisation des compétences et à la reconnaissance des expertises de chacun. Ainsi, l’association dispose d’un réseau assez large de professionnels de soin vers lesquels orienter ses adhérents, et avec lesquels elle participe à des recherches sur la santé des personnes trans’ migrantes et/ou sur la question du VIH. Toujours dans le domaine de la recherche, l’association est en interactions fréquentes avec des chercheurs en sciences humaines et sociales. Ces travaux, menés de manière interdisciplinaire, permettent notamment à l’association d’avoir un retour réflexif sur les actions qu’elle mène et de produire des connaissances innovantes sur des publics bien souvent invisibilisés.

Cette association doit, en ce sens, être pensée comme un *forum hybride*, c’est-à-dire un espace composite au sein ou autour duquel gravitent des experts, des professionnels, des citoyens, des patients, etc. qui échangent voire co-produisent des savoirs spécifiquement dédiés à la question de la transidentité au prisme de la santé sexuelles et des expériences migratoires. Contre une parcellarisation des connaissances, ACCEPTESS-T prône ainsi une vision de la production expertale basée sur la complémentarité, cela afin justement de produire des savoirs suffisamment globaux et, par extension, des réponses qui soient les plus adaptées aux publics concernés.

### **Un espace de sociabilité :**

Enfin, ACCEPTESS-T, comme beaucoup d’autres associations, permet à des individus de discuter, d’échanger, en bref, de se rencontrer. Ce rôle socialisateur de l’association, loin d’être « normal » ou inconscient, semble au contraire faire partie intégrante de travail mené par la structure. En effet, face à un public fortement précaire et potentiellement

isolé, la question du lien social entre adhérents constitue en tant que tel un bien en soi pour l’association. Plusieurs dispositifs témoignent de cette volonté.

Tout d’abord, l’accueil. Au local, un espace est dédié à l’attente dans lequel, un salarié ou bénévole est chargé d’accueillir les personnes, de les inscrire dans le registre. Ce bénévole ou salarié gère ainsi les allées et venues et installe les adhérents en attente de rendez-vous. Les chaises sont disposées en arc de cercle et, sur une table basse, se trouvent flyers, brochures et prospectus de prévention et de sensibilisation sanitaire. Une bibliothèque est également présente, ainsi qu’une machine à café. Cet espace joue un rôle important dans la vie de l’association : c’est ici que les usagers échangent entre eux, partagent des adresses, se donnent des conseils, etc. C’est également dans cette salle que les membres de l’association poursuivent leur travail d’accompagnement, mais de manière informelle. Lors des pauses café, il n’est pas rare en effet que les bénévoles ou les salariés échangent avec des adhérents et leur fournissent quelques conseils, par exemple pour faire des demandes de logement social. Il s’y échange donc des avis, des savoir-faire, des retours d’expériences qui semblent nécessaires.

Cet aspect socialisateur de l’association se retrouve à d’autres endroits, comme par exemple, lors de soirées organisées au local. Relativement rares, ces événements collectifs sont particulièrement importants dans la mesure où ils permettent à l’association de faire corps et dotent l’association d’une identité collective particulièrement forte. L’organisation d’événements sportifs, en plus de répondre à des exigences liées à des questions de santé permet, elle aussi, de lier les individus entre eux, de nouer des relations et donc *in fine* de lutter contre l’isolement des individus.

Autrement dit, la dimension sociale de l’association est partie prenante de l’accompagnement des usagers. Il s’agit, par ces interactions quotidiennes, de poursuivre les processus d’insertion sociale et d’éducation thérapeutique/administrative dans des arènes moins formelles. Cet aspect – la lutte contre l’isolement – touche son paroxysme dans le projet prison que l’association a tenté de mettre en place en 2015-2016. L’objectif était d’organiser des visites auprès des personnes trans’ incarcérées pour leur apporter soutien et réconfort, mais aussi pour restaurer des liens avec le monde extérieur (facilitant ainsi la sortie de prison), et pour s’assurer du suivi médical de ces personnes. Ce projet, malheureusement a été suspendu par manque de moyens humains et financiers.

### **Conclusion :**

Cette étude exploratoire a permis de mieux comprendre la nature des activités déployées par ACCEPTESS-T. Elle met par ailleurs en lumière le caractère pluriel des enjeux sociaux portés par l’association. Mais surtout, cette première enquête laisse entrevoir une piste de recherche pertinente. En effet, dans un contexte où la convergence des luttes apparaît comme l’un des enjeux majeurs des mouvements sociaux contemporains – notamment

pour certains mouvements antiracistes, féministes et/ou LGBTQI – le travail d'observation réalisé au sein de cette association prend une teneur fortement actuelle dans la mesure où il permet de voir en action comment certaines structures militantes et/ou associatives gèrent et articulent entre elles plusieurs catégories motrices de discrimination à savoir : la classe, la race, le sexe/genre, la sexualité et la santé. En d'autres termes, ACCEPTESS-T fait apparaître comment, en pratique, s'opère le principe d'*intersectionnalité*. Or l'une des interrogations consiste à savoir comment, d'un point de vue cognitif, faire tenir l'ensemble de ces dimensions. Dans le cas d'ACCEPTESS-T, cette capacité semble être fonction de deux principes structurant de l'association.

Le premier réside dans une définition élargie de la notion de santé. En effet, pour ACCEPTESS-T, la bonne santé ne se limite pas à l'absence de maladie, mais intègre également la question du bien-être psychologique et social. Ainsi, les enjeux liés à la migration et à l'emploi sont, pour l'association, constitutifs d'une problématique plus générale qui est celle de la santé, au sens de bien-être global.

Ensuite, comme on l'a vu, l'association fait de la question de l'autonomie des personnes à la fois la cause explicative des difficultés (discriminations et violences) qu'elles subissent et, corrélativement, l'élément nécessaire sur lequel focaliser l'action en vue d'une amélioration de leurs conditions de vie. Dit autrement, pour ACCEPTESS-T, la précarisation, la marginalisation des personnes trans' migrantes, mais aussi les risques de contamination qu'elles connaissent, s'expliquent par le fait que ces populations sont dépossédées d'elles-mêmes, de leurs capacités de décision, et qu'elles sont exclues de la communauté humaine. L'un des enjeux capitaux de l'association consiste alors à accompagner les adhérents dans leur quête d'autonomie, mise en parenthèse par une situation de non droit, afin de limiter les risques sanitaires. En somme, pour ACCEPTESS-T l'accès à la santé passe par l'accès à la citoyenneté.

- Jean Bienaimé est doctorant en sociologie à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) et membre du Centre d'Etude sur les Mouvements Sociaux (CEMS).

Jean Bienaimé  
bienaimejean@hotmail.fr

## PARTENARIATS

## STRUCTURES ASSOCIATIVES

- Arcat (domiciliations, aides directes, suivis des dossiers)
- Viacti (association avec laquelle on a pu mettre en place les activités physiques de natation)
- ESPAS (accueil et soutien psychologique, VIH et SIDA, hépatites, questions de sexualité)
- Centre LGBT
- Basiliade
- Alliance associative (Maison des Champs, Sol En Si, Petits Bonheurs, Actions Traitements)
- Basiliade, Acceptess-T )
- OUTrans
- COREVIH Nord
- AIDES
- Act Up
- STRASS
- Droits et Prostitution

## STRUCTURES MÉDICALES

- Hôpital Ambroise Paré
- Hôpital Bichat (SMIT )
- Centre dentaire Magenta
- Centre médicale Europe
- Centre au Maire Volta (centre de sante avec un accueil sensibilisé aux questions trans)

## MÉDECINS

- Gastro-Entérologie : Dr Nicolas LE MARCHAND Hôpital Saint Joseph Paris 75014
- Proctologie Dr. Dalila Ben Abderrahmane, Hôpital Bichat à Paris 75018,
- Dermatologie spécialisée en silicones : Dr. Fabrice BOUSCARAT Hôpital Bichat à Paris 75018,
- Endocrinologie : Dr. Bertrand Du CORNET, Centre de Santé Maire- Volta et Dr Nicolas Hacher, Centre Médical Europe, 44 rue d'Amsterdam 75009 Paris,
- Généraliste Dr. Jean-Pierre AUBERT, 18 rue Hermel 75018 PARIS
- Orthopédie Hôpital Bichat
- Ophtalmologie, Centre de Santé Maire- Volta
- Odontologie, Centre de Santé Maire- Volta
- Chirurgie Plastique Réparatrice,
- Gynécologie surveillance et suivi suite à réassignation sexuelle (Dr. SAAB THEYSE Fadoi Centre de Santé Maire-Volta),
- Urologie-chirurgie réparatrice de Réassignation sexuelle (Pr Bernard-Jean PANIEL, Centre Hospitalier Intercommunal de Créteil)

## AUTRES

- Espace insertion 18<sup>e</sup>
- Ecoles de la Ville de Paris (Belleville, Sainte Isaure 18eme)
- Piscine Rouvet. 1 rue Rouvet 75019 Paris
- CAP Emploi

## VISIBILITÉ ET MOBILISATION

ACCEPTESS-T a su s'imposer dans le paysage associatif en participant à différents rassemblements, manifestations, colloques, tables rondes, etc.

Trans, gays, lesbiennes, sans-papiers, travailleur-se-s du sexe, ACCEPTESS-T a su se mobiliser pour toutes les minorités, en envoyant ses militant-e-s sur le maximum d'évènements.

## ÉVÈNEMENTS - TRANSIDENTITÉ

### **7 Juin :**

Table ronde « Pourquoi et comment donner des droits civils aux personnes trans ? » (organisée par l'inter-LGBT)  
Paris

### **19 Octobre :**

Marche Existrans  
Paris

### **20 Novembre :**

Journée internationale du souvenir Trans- TDOR 2013  
Bastille – Paris

**1 Décembre :** Journée mondiale de lutte contre le sida

## ÉVÈNEMENTS – LGBT (EN GÉNÉRAL)

### **19 Janvier :**

Table ronde sur harcèlement et violence envers les LGBT  
Centre LGBT - Paris

### **27 Janvier :**

2<sup>ème</sup> Manifestation pour l'égalité des droits, le mariage, l'adoption, la PMA et la filiation pour tous les couples (organisé par ACCEPTESS-T)

Boulevard Arago – Paris

**12 Février**

Rassemblement pour l'égalité (organisé par Gouine comme un Camion)  
Assemblée Nationale – Paris

**10 Avril :**

Rassemblement contre l'homophobie et la transphobie (organisée par Act Up Paris)  
Paris

**21 Avril :**

Rassemblement pour l'Égalité contre l'homophobie (organisé par Act Up Paris)  
Bastille – Paris

**21 Mai :**

Prise de parole pour Le concert pour tous  
Bastille – Paris

**29 Juin :**

Marche des fiertés lesbiennes, gaies, bis, et trans  
Paris

**8 Septembre:**

Global Kiss-In from Paris with Love to Russia with Love  
Ambassade de Russie – Paris

**13 Septembre :**

Rassemblement contre les lois homophobes et les violences contre la communauté LGBT en  
Russie  
Trocadéro – Paris

**25 Septembre :**

PMA: Grand rassemblement  
Siège du PS - Paris

## ÉVÈNEMENTS – TRAVAIL DU SEXE

**22 Janvier :**

Conférence la prostitution (organisée par l'association Charonne)  
Mairie du 10<sup>e</sup> – Paris

**1<sup>er</sup> et 2 Juin :**

Participation aux Rencontres Nationales des Travailleuses du sexe (organisées par le STRASS)  
Paris

**2 Juin :**

Manifestation - Journée internationale pour les droits des travailleurSEs du sexe  
Pigalle – Paris

**Solidays :**

**19 Juillet :**

Manifestation en mémoire de Jasmine et Dora et contre toutes les violences faites aux travailleuses du sexe  
Paris

**17 Septembre :**

Rassemblement contre la pénalisation des clients des travailleuses du sexe  
Assemblée Nationale – Paris

**26 Octobre :**

Grande manifestation nationale contre la pénalisation des clients du travail sexuel et pour les droits des travailleuses du sexe  
Place de Clichy - Paris

**29 Novembre :**

Rassemblement contre la loi de pénalisation des clients des travailleuses du sexe  
Invalides - Paris

**4 Décembre :**

Rassemblement contre la pénalisation des clients et pour les droits des travailleuses du sexe  
Invalides – Paris

**17 Décembre :**

Rassemblement contre les violences faites aux travailleuses du sexe  
Pigalle - Paris

## ÉVÈNEMENTS - AUTRES

**8 Mars :**

Manifestation du 8 Mars – Journée mondiale des droits des femmes (organisée par le Collectif 8 Mars pour touTEs)  
Stalingrad - Paris

**28 et 29 Mars :**

Atelier de sensibilisation aux outils de médiation sociale

**30 Novembre :**

Journée mondiale de lutte contre le sida (organisée par Act Up Paris)  
Paris

**7 Décembre :**

Manifestation pour la libération des prisonniers politiques en Russie  
Trocadéro – Paris

## Convention nationale de lutte contre le sida



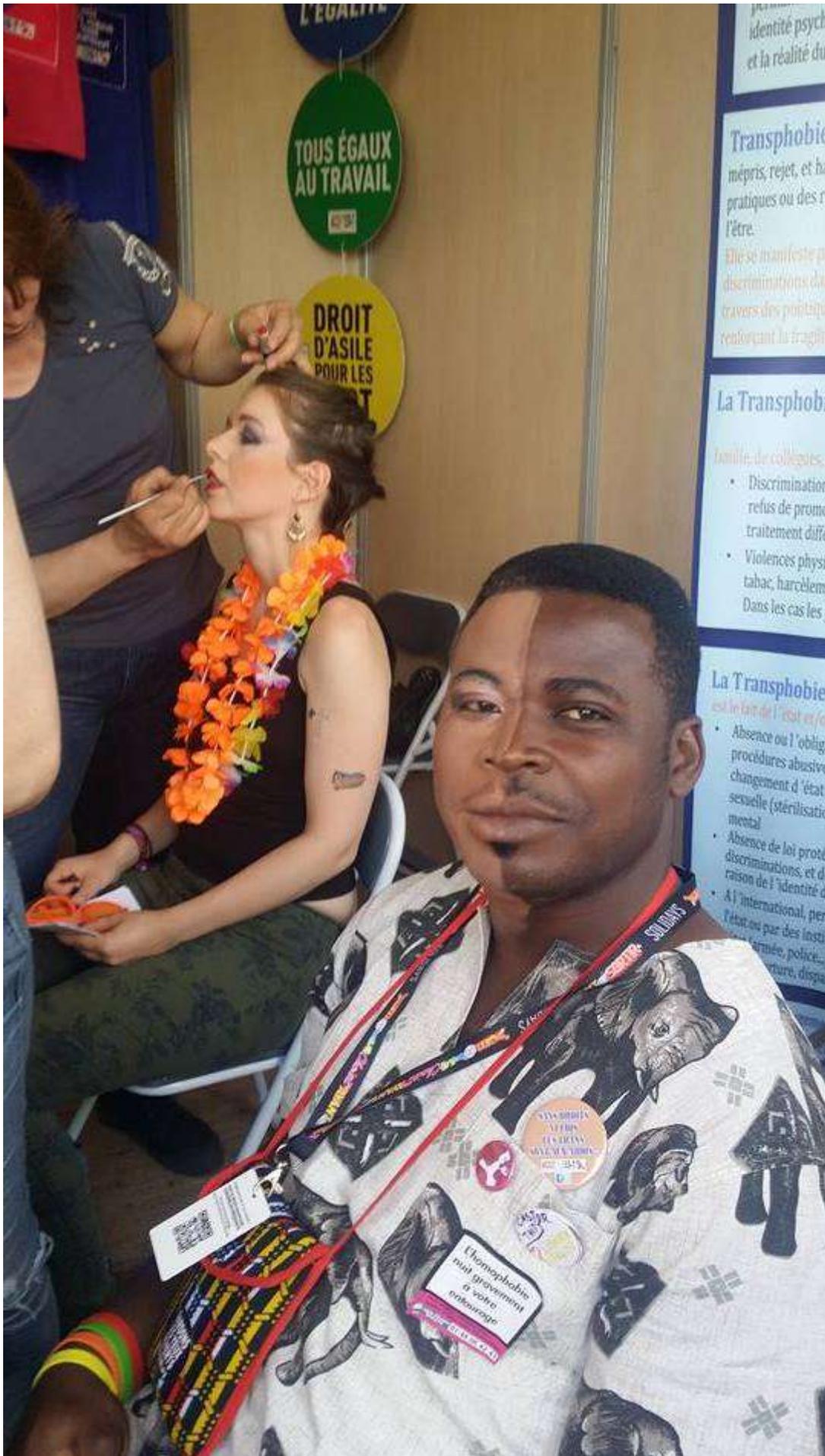
## Candle light day Sidaction



## Solidays







Visite de Evelyne DAMS adjointe au maire du 18e, chargée des sports, du tourisme



EXISTRANS





# TDOR Paris

## 2016

Journée Internationale du Souvenir Trans  
en mémoire des victimes de haine et transphobie.

- 22 FÉVRIER 2016 , LORENA, FEMME TRANS TRAVAILLEUSE DU SEXE, ÂGÉE DE 53 ANS ET ORIGINAIRE DU PÉROU, A ÉTÉ TUÉE A ROUEN D'UNE BALLE DANS LA TÊTE
- 21 OCTOBRE 2016, NIURKELI, FEMME TRANS TRAVAILLEUSE DU SEXE, AGÉE DE 33 ANS DE NATIONALITÉ ÉQUATORIE, A ÉTÉ ÉTRANGLÉ ET BRULÉE A NANTES

---

Nous appelons a un rassemblement autour d'une veille  
le 20 novembre a 17H00, devant le Ministère de la Justice,  
13 place Vendôme 75001.

En mémoire de Niurkeli de Lorena et de toutes les personnes  
trans assassinées ou poussées au suicide dans le monde.









**Journée mondiale de lutte contre le sida**

# **FEMMES-TRANS TUÉES PAR LE SIDA SILENCE = MORT !**

Manifestation 1 décembre 2016 à 18:00  
Lieu de départ Place de l'Hôtel-de-Ville Paris



**#NOUSEXISTONS**

RAMONA

Un tiers des personnes séropositives en France sont des femmes. Pourtant, elles sont encore trop absentes des messages de prévention et de la recherche. Le sexisme, l'inégal accès aux moyens de prévention, la précarité et les violences les exposent tout particulièrement au virus. **Doivent-elles crier pour se faire entendre ?**

leplanning familial







